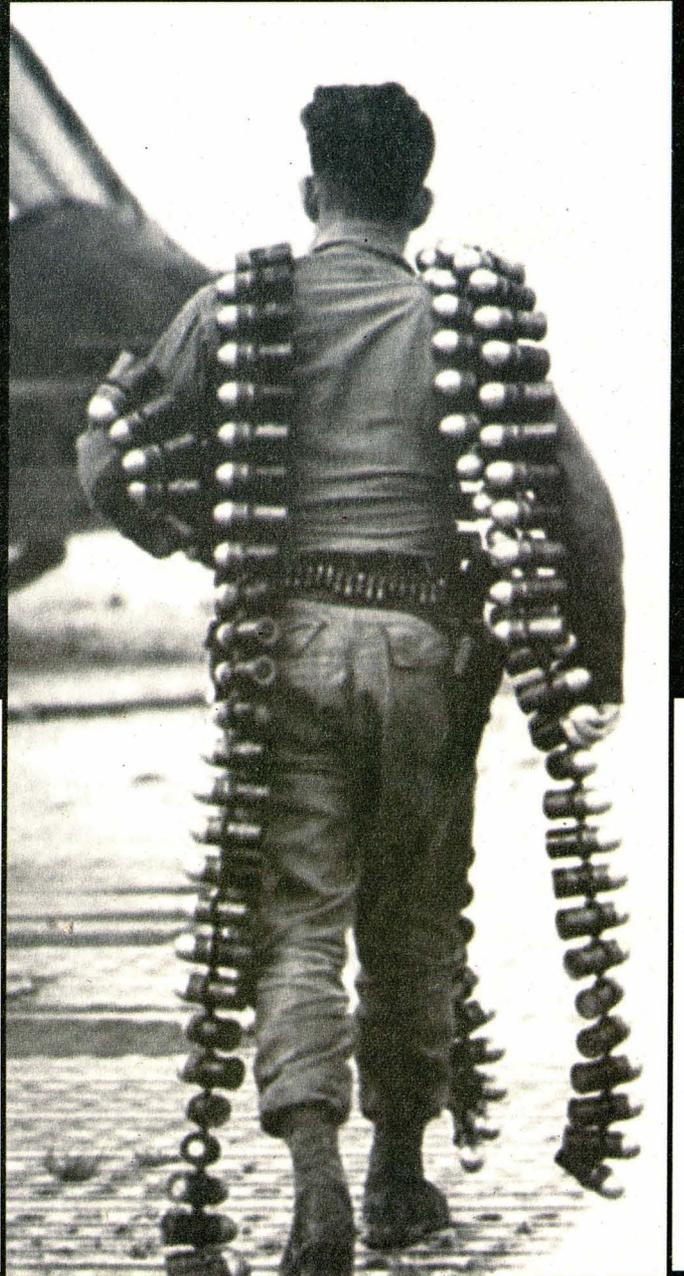


hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

guerre du Golfe

Contre les armées
et les nationalismes
agir, désobéir



Bis

Manifestations antimilitaristes le 15 février
Paris, 14 heures, Denfert-Rochereau – Lyon, 14 h 30 place Bellecour
Nîmes, 14 h 30 place de la Maison-Carrée – Toulon, 15 heures place de la Liberté

M 02137 - 1307 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

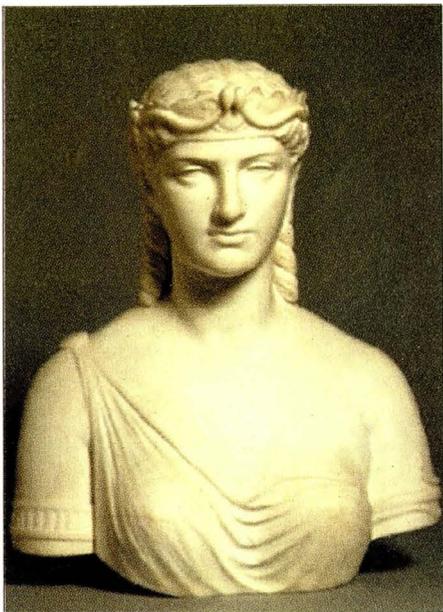
*« Il ne faut pas désespérer des imbéciles, avec un peu
d'entraînement, on peut réussir à en faire des militaires. »*

Pierre Desproges

hebdo n° 1307

du 13 au 19 février 2003

Sommaire



Shell, symbole de la guerre pour le pétrole à Dijon, page 4
 Brèves sur l'**immigration**, page 4
 La fête des **Roms**, page 4
 Les **corbeaux** croassent pour mieux imposer leurs idées rétrogrades, page 5
 L'**armée** qui remplace la police, page 5
Retraite, Raffarin s'accommode des divergences syndicales, page 6
 Christine Malèvre **eutanasiée** par l'ordre moral, page 7
 Dans le monde, **action directe** se conjugue avec répression, page 8
 Guerres: les **États-Unis** nous imposent l'enfer des tournantes, page 9
Colin Powell, le faucon déguisé pour nourrir d'illusions les pigeons, page 12
 Contre le mouvement **Mapuche**, répression jusqu'à l'assassinat, page 14
 Une lutte **féministe** s'impose aujourd'hui comme hier, page 15
 Les flics font de la **provocation**, page 17
 Livres libres en **Argentine**, page 18
 Des **bibliothèques**, outil de lutte des anarchistes contre l'oppression, page 19
Maurice Cury, le poète à lire, page 21
 Gymnase Japy, les **sans-papiers** pour un nouveau marathon, page 23
NoBorder, en attendant le verdict la solidarité continue, page 23
Agenda, page 22
Radio libertaire, page 23
 Des **lycéens** volontairement encasernés à Paris, page 23



Directeur de publication: Bernard Touchais
 Commission paritaire n° 0906 I 80740
 Imprimerie EDRB (Paris)
 Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - EDRB
 Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé
 sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro:
 droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	<input type="radio"/> 20 €	<input type="radio"/> 32 €	<input type="radio"/> 27 €
6 mois 25 n ^{os}	<input type="radio"/> 38 €	<input type="radio"/> 61 €	<input type="radio"/> 46 €
1 an 45 n ^{os}	<input type="radio"/> 61 €	<input type="radio"/> 99 €	<input type="radio"/> 77 €
Abonnement de soutien	<input type="radio"/> 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
 ** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59



Contre toutes les guerres contre toutes les armées

L'ADMINISTRATION américaine, tient absolument à attaquer l'Irak et à entraîner à sa suite les pays de l'Onu. L'agence de propagande qu'ils ont embauchée pour vendre cette guerre aux opinions publiques nous présente cette guerre comme faisant partie d'une vaste offensive des forces de progrès démocratiques contre le terrorisme barbare du dictateur de Bagdad. L'Irak, et son président mis en place par la CIA, nous sont présentés comme la forme suprême du terrorisme; prêts à nous arroser, sans raisons autres que de nous nuire, de bombes chimiques, bactériologiques, voire atomiques.

Ne soyons pas dupes une nouvelle fois de ces manipulateurs d'opinion qui cherchent à nous éblouir afin de nous masquer les véritables motivations de cette mobilisation générale contre une population qui depuis plus de douze longues années subit les assauts terroristes des gouvernements anglais et américains soutenus par les États ouisiens.

La guerre, qui depuis toujours sert à détourner l'attention des peuples de leurs luttes contre ceux qui les gouvernent, est un prétexte à la militarisation de la société. Elle légitimise l'existence des États comme force de protection contre les forces du « mal ».

Tant qu'il y aura des États pour nous dominer, ceux-ci auront besoin de militaires pour s'imposer. Les guerres sont bien le reflet de la société patriarcale, cet archaïsme où les combats de mâles dominants pour la suprématie sert de modèle à l'organisation de la société. Elles servent les intérêts des capitalistes qui s'enrichissent sur le dos des victimes de ces atrocités que l'on aimerait croire d'un autre âge.

Aujourd'hui, partout dans le monde, des voix s'élèvent pour refuser ces barbaries qui font s'entretuer des individus qui ne se connaissent pas pour régler les conflits des dominants politiques et économiques qui se connaissent très bien et s'assoient à la même table pour se partager le gâteau.

Que ce soit en Palestine pour la colonisation de territoires, en Tchétchénie pour la domination d'un territoire, en Côte d'Ivoire ou ailleurs pour la préservation de l'influence économique et politique des anciens colons, les guerres tuent, mutilent, détruisent chaque année des centaines de milliers d'individus.

Nous ne pouvons laisser continuer le massacre sans réagir. C'est à chacun d'exprimer son refus de toute guerre et de toute armée.

LE PEUPLE IRAKIEN subit depuis près de trois décennies l'une des dictatures les plus brutales. Saddam a déjà utilisé des armes chimiques contre son peuple, il a envoyé se faire tuer plus d'un million d'Irakiens dans une guerre sans vainqueur ni vaincu contre l'Iran. Il avait alors la bénédiction des États-Unis et de l'Occident qui cautionnaient son régime militaire et se servaient de lui pour faire barrage à la révolution islamique. La France, quant à elle, ne manquant jamais une occasion de faire tourner ses usines d'armement, armait les deux camps.

Il a massacré le peuple kurde et s'apprête aujourd'hui à utiliser la population irakienne comme bouclier humain.

Depuis la fin de la guerre du Golfe, les États-Unis et la Grande Bretagne n'ont jamais cessé les bombardements sur l'Irak. L'embargo imposé au peuple irakien depuis douze ans est responsable de plus d'un million et demi de victimes, surtout des enfants morts de malnutrition et d'absence de médicaments.

Saddam Hussein, seul tyran, seul responsable du sort subi par son peuple en a-t-il souffert? Souffrira-t-il d'une invasion militaire des États-Unis et de leurs serviteurs?

Non! Seul le peuple irakien sera écrasé par des tonnes de bombes, tomahawks, missiles et pleurera ses morts au milieu des sacs de blé largués par avions, entre chaque bombardement.

Le sort des populations et leur émancipation n'a jamais été le souci des gouvernants, qu'ils soient américains ou européens, c'est de géopolitique, d'intérêts économiques et militaires dont les impérialistes sont investis.

Comme le disait le secrétaire d'État américain et prix Nobel de la paix Kissinger au début des années soixante-dix: « Le pétrole est une chose trop importante pour être laissé aux Arabes. » Ainsi, comme il y a un an, où le prétexte de vouloir libérer le peuple afghan a permis l'installation durable des armées occidentales et des sociétés pétrolières, un renversement du pouvoir en Irak permettrait de contrôler la quasi-totalité des réserves d'hydrocarbures dans le monde. Qui ignore l'appartenance des dirigeants politiques américains aux conseils d'administration des compagnies pétrolières?

Bush, dont les attentats du 11 septembre lui ont été servis sur un plateau, s'arroge le

droit de régner, d'imposer la force militaire en tout lieu et à tout moment. Que compte-t-il faire contre les dirigeants d'Israël qui depuis cinquante ans bafouent le droit du peuple palestinien et ce, en contradiction avec les résolutions de l'Onu? Comme quoi l'Onu n'est utile, et ses résolutions suivies à la lettre, que lorsqu'elles rejoignent l'intérêt des impérialistes.

Un impérialisme peut en cacher un autre

Dans la guerre ethnique et économique opposant Laurent Gbagbo (père de « l'ivoirité », fumisterie raciste) aux « faux Ivoiriens », l'armée française, une fois de plus, cédant à ses vieux penchants colonialistes, débarque massivement pour rétablir l'ordre et la sécurité de ses ressortissants et de ses investissements. Gageons que les intérêts économiques de nos bourgeois néo-colonisateurs seront bien gardés, le cacao et les richesses minières ayant autrement plus d'importance aux yeux des petits roitelets et de leurs gendarmes français que les exactions racistes et xénophobes qui ensanglantent le pays comme en témoigne la découverte de charniers.

Le capitalisme, c'est la guerre permanente de tous contre tous

Une fois de plus, derrière la guerre, derrière toutes les guerres se cachent toujours les intérêts économiques, les prétentions impérialistes et les appétits militaristes. La conquête par la force armée du pouvoir et des richesses s'inscrit dans la logique et dans la continuation de la domination et de l'exploitation capitaliste sur le monde. Il n'existe pas de guerre juste ni de guerre humanitaire, pas plus que les « frappes chirurgicales » n'épargneront les civils. C'est un avenir de mort et de misère qui s'offre à tous les peuples opprimés.

La classe politique comme les médias et les « intellectuels » s'évertueront à nous faire accepter l'inacceptable. Nous n'avons jamais encouragé la guerre entre les peuples. Les anarchistes ne cesseront jamais de dénoncer et de lutter contre les marchands de canons, les armées, les nationalistes, les États et les systèmes économiques générateurs d'oppression et de logique guerrière!

Fédération anarchiste

Informations brèves et décousues sur les migrations

SARKOZY et les sans-papiers: beaucoup d'effets d'annonces, peu de mesures! La directive du 19 décembre adressée aux préfets par le ministre de l'Intérieur est loin de répondre aux besoins et aux attentes des sans-papiers, dont de nombreuses initiatives en 2002 ont insisté sur la nécessité d'une régularisation collective.

Parmi les avancées: au niveau de la réception des demandes, le ministre préconise que « tout doit être mis en œuvre pour faciliter l'accès aux guichets et réduire les inconvénients des files d'attente ». Il ajoute l'utilité de « créer des accueils distincts pour les primo-demandeurs, les demandeurs de renouvellement de titre de séjour, les étudiants, les demandeurs d'asile ». Tant qu'à faire, il demande la création « d'un accueil spécifique pour les prises de rendez-vous et remise de formulaires à renseigner afin que le premier entretien soit constructif et ne nécessite pas une deuxième rencontre ». C'est du bon sens administratif.

Cependant, tout cela est présenté sous forme de préconisations, et le ministre souligne que cela doit être mis en œuvre « sans méconnaître les contraintes immobilières qui sont un handicap lourd dans bien des cas ». Au fait, il est d'autres secteurs des ministères de l'Intérieur et de la Justice où les contraintes immobilières sont levées: les centres de rétention et les prisons. Quand on veut, on peut (refrain de droite bien connu) et « retenir » reste prioritaire sur « accueillir ».

Concernant le réexamen des dossiers, le ministre indique bien que « la position consistant à opposer une fin de non-recevoir, sans examen du dossier et, le cas échéant, sans tenir compte d'éléments nouveaux, est à proscrire... Dans tous les cas, dès lors que vous avez accepté le principe du réexamen du dossier, il conviendra de ne pas mettre en œuvre les éventuelles mesures d'éloignement pendantes jusqu'à la prise d'une décision confirmant le bien-fondé de celles-ci ».

Très bien, mais le ministre s'empresse de signaler que les dossiers présentés collectivement par des collectifs et associations « ne bénéficient d'aucune priorité au regard des demandes déposées individuellement et qu'il revient aux intéressés d'effectuer personnellement les démarches utiles ». D'où il découle naturellement que les mesures de reconduite peuvent quand même s'appliquer dans le cas où « l'insuffisance des informations qui vous sont communiquées (par exemple de simples noms sur une liste) empêche de procéder efficacement au réexamen ».

Pour le reste, cette directive donne des précisions sur le maquis de preuves à apporter par les éventuels bénéficiaires de certains articles de la loi Chevènement, « vie privée et familiale », « résidence habituelle en France depuis dix ans ou plus », « étrangers malades ». Le texte élargit la notion de couple et n'exclut pas les liens collatéraux dans des cas exceptionnels. Il sera tenu compte aussi de la situation d'étrangers accompagnant des personnes malades ou de femmes victimes de violences, mariages forcés, répudiations.

Contre la guerre

blocage d'une station Shell à Dijon

À L'APPEL de l'Interlibertaire Dijon, plus de 300 personnes se sont rassemblées samedi 8 janvier, place du Bareuzai, pour manifester leur refus de la guerre contre l'Irak.

Sur place, une distribution d'instruments de musique, bidons et autres casse-roles a accompagné l'arrivée progressive des manifestant(e)s à partir de 16h30. Le cortège est ensuite bruyamment parti au sons de cette batucada participative et improvisée, derrière une banderole « refuser la guerre, abattre le capitalisme » éclairée par une torche fumigène. Un parcours au sein de quelques rues du centre et du marché, qui, à l'arrivée vers la préfecture, a soudain bifurqué, à la surprise des policiers, qui devaient s'attendre à une énième dissolution plaintive devant la préfecture.

Il ne s'agissait pas d'appeler le gouvernement français à « jouer son rôle » pour lui déléguer notre refus, mais plutôt d'attirer l'attention sur d'autres possibilités d'action au quotidien, en dénonçant les enjeux pétroliers de cette nouvelle guerre.

Aussi la manifestation s'est-elle rendue place du 30-Octobre pour y bloquer la station d'essence Shell (qui avait déjà reçu la visite de manifestant(e)s en 1999, lors d'une action visant à dénoncer les massacres de populations nigériennes téléguidés par la compagnie). Une banderole « combien d'Irakien(ne)s mort(e)s pour chaque baril? » fut hissée le long de la façade, et une parodie de « bureau de recrutement » de l'armée installée, annoncée par des panneaux promotionnels ventant le « bruit des bottes qui claquent », le

« sang, le vrai », « l'Irak, ses plages, son soleil », le « ronronnement des chars d'assaut » et promettant « sport », « aventure », « fun », et « une brosse à dents offerte », le tout soutenu par un agent de recrutement zélé, secondé d'un milicien, allant pêcher dans la foule quelques jeunes « volontaires ». Le slogan « pas de guerre pour le pétrole » fut ensuite peint en lettres capitales devant la station, dont l'entrée fut maculée de peinture rouge et symboliquement bloquée par un signe promotionnel Shell préalablement redécoré. La centaine de personnes restante est alors repartie en un joyeux cortège pour se disperser au centre-ville, aux environs de 18h30.

Lors du blocage de la station-service, le tract suivant fut distribué aux automobilistes et manifestant(e)s pour expliquer la démarche: « Si nous avons décidé d'occuper aujourd'hui une station service, c'est d'abord afin d'exercer une pression économique directe sur les multinationales pétrolières, parties prenantes de ce conflit. Il s'agit d'autre part de rendre ainsi visibles les liens entre nos choix de société, notre niveau de vie, et leurs sinistres conséquences humaines, écologiques, etc. »

Interlibertaire Dijon

À noter que le tract appelait également à participer à la manifestation « nationale », samedi 15 février à Paris, et à provoquer un rassemblement le soir même de l'attaque, à 18 heures, place Darcy! Au dos du tract, le texte de l'appel à la manifestation disponible sur le site www.chez.com/maloka/infos/Manif-AntiGuerre-0103-appel.txt

Fête de solidarité avec les Roms

C'EST UNE PREMIÈRE! Samedi 8 février, à l'initiative des Roms de Montreuil et du collectif de soutien, a été organisée une fête de solidarité avec les Roms à la Parole errante, chez Armand Gatti. L'objectif était tout d'abord de faire écho à la gravité de la situation et de l'urgence de la mobilisation. Il s'agissait aussi et surtout de développer les rencontres et de fédérer les énergies pour que la lutte que mènent les Roms ne se cantonne plus seulement à la survie au jour le jour.

Et ce fut une réussite, tant du point de vue festif que politique. La soirée a débuté avec un concert jazz manouche, avec les musiciens Elios, Yassin et Étienne du groupe La Brocante. Après la projection de plusieurs documentaires, dont celui sur l'expulsion du site de Choisy, et du film *Gadjo Dilo*, nous avons pu déguster des sarmals (spécialités roms). Nous avons fini la soirée par un concert de musique tsigane, que

nous ont offert les Roms de Montreuil. Environ 800 personnes sont venues, parmi lesquelles de nombreux collectifs (les villes de Lieusaint, Achère, Saint-Michel, Saint-Denis et Fontenay), la coordination des gens du voyage et un représentant des Roms de Belgique. Les rencontres furent nombreuses et riches. L'annonce de la création d'une fédération des collectifs de Roms en France, là aussi c'est une première, représente un cap important dans l'organisation de la lutte.

Enfin le soutien financier que nous a apporté la fête nous permettra, pour une part, de financer la procédure d'appel au jugement d'expulsion prononcé à l'encontre des Roms de Montreuil.

Emmanuelle

groupe de Montreuil

Informations brèves et décousues sur les migrations

suite de la page 4 Ce sont là quelques points qui peuvent améliorer la défense juridique d'un certain nombre de personnes.

Mais au final, le ministre « laisse aux préfets le soin d'apprécier les situations dignes d'intérêt ». Il appartient donc en ce début 2003 aux sans-papiers de faire savoir qu'ils sont tous et toutes dignes d'intérêt.

Remise en cause de l'aide médicale gratuite pour les sans-papiers

Les députés, lors du vote du budget 2003, ont décidé de ne plus faire bénéficier les sans-papiers de l'Aide médicale d'État (AME), qui leur permettait d'accéder gratuitement aux soins. Pour J.-F. Mattei, le ministre de la Santé, il s'agit de « sortir du tout-gratuit ». Pour son collègue du Budget, Alain Lambert, « une certaine responsabilisation est nécessaire ».

Ainsi, au nom de la « responsabilisation », l'État soustrait une population déjà précarisée d'un minimum de soins médicaux, prévention, dépistages et lui fait courir le risque de pathologies plus ou moins graves, dont l'hôpital héritera quand elles auront dépassé une certaine gravité. Qui est l'irresponsable dans cette histoire?

De nombreuses associations et syndicats s'indignent de cette situation. Par exemple, le Syndicat de la médecine générale dénonce « ces mesures discriminatoires pour l'accès aux soins, inacceptables sur le plan médical et aberrantes en termes de santé publique ».

Une décision cynique qu'on ne peut s'empêcher de rapprocher de l'échec des négociations de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) concernant la possibilité des pays pauvres de fabriquer des médicaments génériques.

Cet échec, lourd de conséquences sur la santé publique, est imputable à l'intransigeance des États-Unis, soucieux de protéger les brevets de ses multinationales pharmaceutiques, et donc leurs profits. Santé publique ou profits privés: on ne peut laisser une petite minorité de capitalistes et de technocrates hypothéquer le bien-être d'une majorité d'individus sur terre.

Raël et les clones

Cette secte, qui prétend que la vie humaine est d'origine extra-terrestre (ce qui n'est pas le plus grave dans ses affirmations), semble avoir trouvé le filon pour faire de l'argent: développer l'élevage de clones humains. Fin décembre, cette secte a annoncé la naissance d'une petite fille, conçue par clonage.

La secte, derrière un discours de paix, de sensualité et d'amour, est porteuse d'une philosophie on ne peut plus élitiste, notamment autour du concept de « génocratie », littéralement pouvoir des génies, l'intelligence au pouvoir: le bouquin de Raël (*Les extra-terrestres m'ont emmené sur leur planète*) est un ramassis de bêtises, dont on pourrait rire si ce n'était pas grave. Extraits choisis de ce bouquin édité en 1983:

« Seule la génocratie est valable qui est une démocratie sélective. Comme cela est dit dans

Mais de quoi se mêlent encore les corbeaux ?

LE PAPE a rendu publique, sous la signature du cardinal Ratzinger, porte-parole du Vatican, une note qui dénonce « le relativisme moral actuel ». Celle-ci rappelle aux catholiques, aux élus, aux électeurs et à leurs militants intégristes qu'ils ont « le devoir de s'opposer de manière précise à toute loi qui s'avère être un attentat contre la vie humaine et de résister à toutes les tentatives¹ de législations nationales, qui veulent briser l'intangibilité de la vie ».

Le Vatican a plus particulièrement dans le collimateur les lois autorisant l'avortement, l'euthanasie active, l'union homosexuelle et les manipulations génétiques, c'est-à-dire, pour la plupart, le résultat de nos luttes obtenu à l'arraché, par nos combats quotidiens et dans la rue. Certaines d'entre elles sont déjà appliquées ou en cours de préparation. C'est valable pour les Pays-Bas, la Belgique et l'Australie, qui s'apprêtent à ancrer dans leurs législations la tolérance, sous certaines conditions, de l'euthanasie active. Mais également pour la France, dont le dernier gouvernement avait prévu, sous la pression populaire, d'inscrire dans la Constitution, le rallongement du délai de recours à l'IVG et de ratifier le Pacs.

Ratzinger et derrière lui le pape, qui lui souffle au derche, tiennent à réveiller leurs ouailles pratiquantes et militantes (nous n'allons pas tarder à revoir s'agiter, grave, les tristes Boutin et autres Xavier Dorr) afin qu'ils « interviennent contre ce déferlement ». Y compris, comme aux États-Unis et en France, en perpétrant des actions commandos ultra violentes et traumatisantes dans les dernières cliniques accep-

tant de pratiquer l'IVG? Le texte s'achève en rappelant aux bons pèlerins, qu'il « en va de l'essence même de l'ordre moral ». Amen! L'Église revendique donc toujours, à la différence de Sarkozy, le terme d'ordre moral. On le note.

Un couplet tout spécial est réservé aux gays, où ce Ratzinger ressasse que « seul le mariage monogame entre personnes de sexe différent est acceptable » et que « les autres formes de cohabitation ne peuvent être rendues égales en droit au mariage, ni recevoir une reconnaissance légale ». Même chapelet pour ce qui concerne « l'intégrité des mineurs ». Il est vrai que les curetons ont de quoi nous faire la morale sur la pédophilie tant ils ont de l'expérience et du savoir-faire sur le sujet...

Mais nom de Louise Michel, que vient foutre ce texte et de quel droit s'immisce-t-il dans le processus de législation des États? D'ailleurs, ces derniers n'ont pas besoin du grain de sel de l'Église, pour nous concocter des « lois d'exception » qu'ils votent à tout va, sans aucune concertation populaire, ces dernières années et, plus particulièrement, ces derniers temps. Que ces messieurs les corbeaux restent enfermés, bien au chaud, dans leurs églises protégées par les CRS et qu'ils y astiquent... leurs bénitiers. Nous saurons bien nous occuper sans eux de nos vies impures! Toujours plus anticlérical.

Patrick Schindler
groupe Claaaaaash, FA

1. Surtout ne pas lire « tentations ».

Quand l'armée fait la police

LES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES entretiennent des meutes de chiens de gardes casqués, et se réservent, parfois, l'usage des forces armées à des fins de police. Elles pressentent que, un jour prochain, elles pourraient avoir recours à cette extrémité, comme elles l'ont prouvé maintes fois dans un passé encore chaud (une pensée pour l'Irlande). Elles préparent leurs opinions à l'intervention musclée dans la première d'entre elles où « l'opinion » commencerait à s'exprimer un peu trop physiquement et « littéralement » (du grec lithos: pavé). Elles reconnaissent par cela la primauté de la force, et en usent quand, les images devenant trop nauséabondes sur le verre aseptisé de nos écrans, elles menacent de leur intervention « en force », au gré de leurs intérêts, les méchants tyrans et les dictateurs trop envahissants, ou les sauvages ethnies qui, mugissant, ne font rien qu'à s'égorger dans les campagnes, leurs fils, leurs compagnes...

Les militaires ne connaissent qu'un seul proverbe chinois: « Si tu veux la paix, prépare la guerre » et qui dans la version civile devient: « Si tu veux la paix, prépare ta valise. »

Les États ont un instinct « biologique » pour ce qui est de se défendre. De se nourrir aussi, mais c'est un autre sujet.

Daniel T.
groupe Dejacque, Lyon

suite de la page 5 Le livre qui dit la Vérité, seuls les gens dont le niveau d'intelligence est supérieur à 50 % à la moyenne doivent être éligibles et seuls ceux dont le niveau d'intelligence est supérieur de 10 % à la moyenne peuvent être électeurs » (page 115).

« Soit raciste avec les imbéciles quelle que soit la couleur de leur peau » (page 130).

« Ce n'est pas un hasard que l'Occident ne connaît pas les problèmes du tiers-monde » (page 135).

« Les hommes qui désirent avoir une ou plusieurs compagnes en dehors des rapports d'égalité qui existent entre hommes et femmes éternels ou qui ne veulent pas vivre avec une femme sur un plan d'égalité, peuvent avoir une ou plusieurs femmes "robots biologiques" absolument soumises et auxquelles la machine donne exactement le physique que l'on désire... Ces robots biologiques sont en fait fabriqués sur le même principe que nous [les Hélohims, sorte de demi-dieux que prétend avoir rencontré Raël, ndr] avons pour créer les hommes de la terre, d'une manière 100 % scientifique » (pp. 69 et 70).

Ce passage éclaire la volonté de Raël et de ses « fidèles » d'expérimenter au plus vite les techniques du clonage: créer une sous-humanité qui servirait à la fois d'esclaves sexuels et de réserve d'organes pour les « élus », leur garantissant une quasi-immortalité.

Pétain n'est pas mort

L'épisode ci-dessous nous rappelle que l'horreur et la méchanceté n'ont pas besoin de sensationnel pour exister. Selon Libération du 26 décembre 2002, une société de recouvrement employée par les hypermarchés Carrefour menaçait certains de ses clients, en mal de paiement, d'une dénonciation au ministère de l'Intérieur au cas où ils ne disposeraient pas de papiers d'identité en règle. De quoi je me mêle ?

Crise du logement

Selon le rapport 2002 de la Fondation Abbé Pierre, on compte en France 3,1 millions de mal-logés, dont deux millions vivant dans l'inconfort (ni WC ni douche), 1,7 million en logement surpeuplé, 86 000 SDF, dont 16 000 enfants, 708 000 ménages vivant de manière précaire dans des meublés, des hôtels, des campings.

L'hébergement d'urgence est en crise, les appels au 115 sont saturés. Selon la Fondation Abbé Pierre, il manque environ un million de logements sociaux. Or, seuls 40 000 nouveaux logements HLM ont été budgétés en 2002, alors que le gouvernement Raffarin en promettait le double. Raffarin et Cie se moquent de la France d'en bas. Que 2003 soit une année de contestation, de grogne, de revendications !

Hervé
groupe FA de Nantes

Raffarin, les mains dans le pétrin

CE N'EST PAS FAUTE d'y avoir participé activement, mais les manifestations du 1^{er} février pour la défense des retraites ont un arrière-goût de duperie. En effet, dans le combat social, il est rare que les adversaires se saluent, voire se félicitent pour leurs résultats réciproques. Or le sieur Raffarin a eu des mots doux à l'égard des manifestants, constatant, lors de son discours au « sénat » social, leur inquiétude et leur nombre. En d'autres circonstances, si le constat s'avère honnête, on capitule et on remballé toute idée de changement en attendant des jours meilleurs. C'est classique, et cela s'appelle de la realpolitik en d'autres continents. Juppé l'avait testée en 1995. Or, pour ce coup, les choses n'ont pas changé: la « réforme » est annoncée. Pouvait-il en être autrement quand ceux qui appellent à manifester la revendiquent? Ses modalités ont été esquissées. On connaît le tempo, tout doit être bouclé avant les vacances. En clair, avant ou après le 1^{er} février, la donne sur les retraites n'a pas changé d'un iota. À croire que les manifestations furent une « contestation constructive » ou plus précisément une soupe sociale. Les salariés italiens ont déjà connu cela avec Bruno Trentin, leader de la CGIL, prêt à brader les acquis sociaux au titre du modernisme et de la performance économique et qui dut sa sauvegarde aux boucliers des carabinieri face aux jets de boulons des salariés en révolte.

Actuellement, nous sommes dans le même processus. Affichage début janvier d'une déclaration commune aux principaux syndicats, qui se traduit en plateforme revendicative où chacun peut, en fonction de l'imprécision du texte, y trouver son compte. On utilise des formules creuses faute d'exprimer clairement les revendications. C'est l'unité des sentiments quand il faudrait affirmer la demande! Ce n'est pas un hasard si les cortèges furent aussi disparates dans leurs slogans. L'un revendiquant 37,5 annuités, l'autre une réforme, le troisième la solidarité entre les générations, etc. Laissant au sieur Raffarin le soin de faire son marché sous des auspices à la de Gaule: « Le Conseil national de la Résistance, [...] j'ai entendu, [...] je comprends, [...] la justice de la République a besoin du courage de la nation. » (Extraits du discours au CES le 3 février 2003).

Certes, Raffarin a repris les antiennes de ces derniers temps et du passé: le fumeux rapport Rocard dans les années 80 le disait déjà, il faut agir sur les trois leviers: durée du travail, cotisations, niveau des pensions. Tous l'auront compris, il ne s'agit pas de redistribuer les richesses mais de mieux répartir la misère entre les exploités.

Ainsi, alors qu'en moyenne les salariés, privé ou public, cessent de travailler, librement ou contraints, à 57,5 ans aujourd'hui, charge reste aux « filets » sociaux (aides de l'État et indemnités chômage) de faire le nécessaire. Raffarin annonce que l'objectif est dorénavant 60 ans soit trente mois d'exploitation supplémentaires. Sur le même plan, il suggère d'harmoniser l'âge de départ en retraite pour tous, privé, fonctionnaires, régimes particuliers (marins, cheminots, navigants, électriciens, gaziers, etc.) au taquet le plus haut. À titre ironique, et en raisonnant par l'absurde, le plus sûr moyen que tous travaillent un nombre d'années identiques est de faire commencer tout le monde en même temps et d'arrêter plus tôt. Travail obligatoire de 16 à 53,5 ans! Le rejeton du bourgeois traité de manière identique au môme du prolo, le rêve d'un partageux qui constate que l'on meurt toujours plus jeune chez l'ouvrier que chez le cadre.

Concernant les régimes de capitalisation, Raffarin a dit qu'ils « sont étrangers à notre histoire sociale » et, dans la même phrase, « permettent aux Français de mieux épargner pour leur retraite [...] et de choisir le niveau de sa retraite ». En cela, Fabius, ministre socialiste, peut être content. Ses fonds d'épargne salariaux, les fonds de pensions à la française, auront servi au moins à un gouvernement de droite pour vendre de la capitalisation sans avoir l'air d'y toucher. Remarquons que Mme Notat a sauvé son entreprise. Elle pourra vendre des fonds salariaux « éthiques » à ses petits camarades avec l'imprimatur du gouvernement.

S'il y eut du nouveau dans les intentions du gouvernement, cela réside dans son affichage d'une relance de la politique nataliste: « Faites des mômes pour nourrir les vieux, la nation a besoin du ventre de ses filles. » Objectif: passer le seuil fatidique des 2,1 % du taux de fécondité. Bouttin, la solution pour les retraites, une idée à Raffarin.

En conclusion, le temps n'est pas à tergiverser sur le projet du gouvernement. La mobilisation du 1^{er} février ne l'a pas fait reculer d'un pouce. L'attaque est de même nature qu'en 1995. Certes, sa propagande est plus affinée mais il va falloir défendre nos acquis, et cela passe par l'action directe. N'en déplaise à certains, c'est là où la classe ouvrière est organisée que l'espoir naîtra. La présence en nombre dans les manifestations de cheminots, d'électriciens et de gaziers et de salariés sous statut est encourageante et doit se concrétiser maintenant par la grève.

Delgranado
groupe de Rouen

Le procès de Christine Malèvre

LA DERNIÈRE AVORTEUSE avait été condamnée à mort et exécutée... sous Vichy. Elle avait compati à la détresse d'une femme, enceinte à la suite d'un viol. Christine Malèvre a été condamnée à dix ans de réclusion criminelle. Elle risquait la perpétuité... Elle avait compati à la détresse de quelques malades arrivés en phase terminale de cancers incurables. Faudrait-il attendre plus de cinquante ans pour reconnaître aux mourants le droit de mourir ou d'être aidés dans ce dernier passage? Bien sûr, Christine Malèvre a tous les torts. Elle n'était qu'infirmière, elle était trop sensible et, surtout, elle avait agi de son propre chef.

« Le médecin chef voit la famille et, à partir de là, il va prescrire sur une feuille volante tout le traitement qu'il va mettre dans le cocktail, sans date, sans signature et sans le nom du patient; et au moment du décès de ce patient cette feuille est déchirée et mise à la poubelle.

– Pourquoi?

– Pour ne pas retrouver de traces. Ce que j'ai trouvé le plus intolérable, c'est que l'on puisse déléguer la mort. On peut aussi le faire de façon très subtile, par des prescriptions insuffisantes, par exemple; on sait très bien que l'infirmière augmentera les doses. »

Ainsi s'exprimait cette infirmière, filmée de dos pour garder l'anonymat, dans un reportage consacré à la naissance d'une association, Présence et témoignage, et diffusé au

cours d'une édition nationale du journal télévisé du soir de FR 3. De telles pratiques sont quotidiennes dans les hôpitaux de France.

La bêtise des uns et la lâcheté des autres devaient s'unir pour sonner l'hallali autour de l'infirmière traquée par la police, par les experts, par les collègues soumissés, par les médecins arrogants et hypocrites, blessée à mort dans sa conscience professionnelle et qui n'avait eu qu'un seul tort: avoir honoré la parole qu'elle avait donnée.

Ce fut un procès politique. Un procès qui tombait à pic dans le climat tout répressif mis en œuvre par le gouvernement le plus conservateur que la France ait connu depuis Vichy. Un procès qui permettait au nouveau ministre Mattei, de montrer qu'il saurait faire régner l'Ordre moral contre vents et marée et serait à l'écoute de son électorat le plus réactionnaire. Le refus catégorique qu'il oppose à tout débat concernant l'euthanasie rejoint celui qu'il oppose au clonage thérapeutique. Et il est de même nature. Il prend sa source dans la soumission dogmatique à la loi selon laquelle « Dieu est le seul maître de la vie et de la mort ».

Comme les cellules embryonnaires doivent être considérées comme une « personne humaine potentielle », n'avoir d'autre fin que la naissance d'un enfant et ne sauraient donc être l'objet d'aucune intervention humaine,

fût-ce pour sauver des vies, aucune intervention humaine ne saurait non plus être admise pour hâter une mort choisie par une personne en phase terminale de maladie incurable. L'hypocrisie et le dogmatisme s'unissent pour maintenir en place un « pouvoir médical » qui méprise les personnes.

Et pour une fois qu'on peut affirmer, dans l'enceinte solennelle d'une cour d'assises et dans le cadre de la dramatisation hyper médiatisée d'un procès pour assassinat, les principes sacro-saints d'une politique répressive voulue par son électorat, il ne faut pas laisser passer une si belle occasion!

Christine Malèvre devait donc payer. Elle paierait la relative libéralisation qui s'annonçait en ces matières sous le gouvernement précédent. Sa condamnation symboliserait le retour à l'Ordre moral appelé par la majorité conservatrice. Les membres gouvernementaux de l'Opus Dei peuvent se réjouir. Les parents éplorés peuvent « faire leur deuil ». Perben peut féliciter le procureur, les jurys manipulés peuvent avoir bonne conscience. Soyez rassurés bonne gens: vous ne serez pas « aidés » à mourir... sauf si vous ne demandez rien.

Bon courage Christine! Nous t'aimons!

André Monjardet

auteur de Euthanasie et pouvoir médical,
l'Harmattan

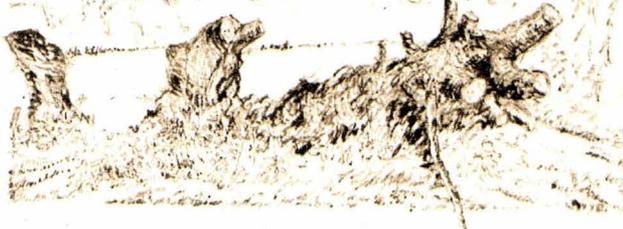
ET QUOI DONC SINON L'ÂGE

Nous éloigne aujourd'hui du chemin des plateaux,
Piste si près du ciel que le nuage
Y peut mêler sa laine à celle des troupeaux ?
Mais quoi donc sinon l'âge et toutes ses séquelles ?
De mon grenier à hauteur d'hirondelles
Je vois des bois dont les mouvantes frondaisons
Disent la fuite inexorable des saisons.
Une rivière y passe et paresseuse et lente
Comme un dimanche. Un chemin la suit que je hante
À pas prudents de promeneur vite essoufflé.
Le vent y est léger. Il raconte les blés,
Les fermes, les hameaux, les plaines laborieuses
Et le large des foins où son passage creuse
Une houle paisible...

Et voici m'attendant
Le frêne familier, l'ombre tiède et le banc.

Alfred Campozet

8 mai 1910 - 24 janvier 2003



Ngo Van

QUI ÉTAIT ALFRED CAMPOZET ?

Un « pacifiste indéfectible », selon ses mots. Il fut, dès 1936, avec Giono, de l'équipée du Contadour, cette « aventure poétique » qui le marqua pour la vie. Le *Pain d'étoiles*, édité par P. Fanlanc décrit cette période. Il fut l'ami de Jehan Mayoux, le poète surréaliste, qu'il rencontra à la prison de Clairvaux où ils étaient enfermés tous les deux à cause de leur opposition à la guerre; c'était en 1939. La prison bombardée, ils se retrouvèrent libres. Pas pour longtemps puisqu'ils séjournèrent par la suite au camp de concentration de Rawaruska et dans d'autres d'où ils s'enfuyaient régulièrement. Une indépendance d'esprit en toute situation a régné sur le compagnonnage de ces deux hommes. Alfred Campozet a écrit des nouvelles comme *l'Homme aux pieds de verre*, un recueil de poèmes, *À voix d'arbre*, et un long récit, *le Libérateur du Massacan*, édité par les soins de Jehan Mayoux.

Argentine

Reprise des usines laissées à l'abandon

SAN MARTÍN, vendredi 20 décembre 2002. La journée de lutte a commencé très tôt, un an après la rébellion populaire qui renversa de La Rua : les travailleurs de l'entreprise Industrias Isaco SA ont décidé de l'occuper à 7 heures du matin pour éviter son abandon et la remettre en marche. Les travailleurs veulent démontrer qu'ils peuvent gérer leurs entreprises sans les patrons.

L'occupation fut décidée lors d'une assemblée réunie le jour précédent et à laquelle participèrent près de quarante ouvriers. « Nous avons fait une assemblée pour décider des suites à donner parce que nous étions à la rue. Nous avons décidé de prendre l'usine parce qu'ils étaient en train de l'abandonner, tout en emportant les machines, les matrices, sans savoir où elles allaient. Nous voulons la réouverture et pouvoir travailler dignement comme cela nous ressemble, nous, les ouvriers de

Isaco », commente Jorge, un des travailleurs de l'entreprise. « Aujourd'hui, nous y sommes grâce à tous les compagnons qui ont pris la décision. »

L'entreprise avait été fermée en décembre 2000, les ouvriers licenciés n'ont jamais touché d'indemnisation. « Les quarante-deux derniers licenciés n'ont jamais touché leurs congés payés ou une autre indemnisation, juste leur salaire de la quinzaine », assure Jorge.

Le quartier, spontanément et immédiatement, montra sa solidarité avec les travailleurs qui défendent leur droit. « Tous furent très solidaires depuis le quartier Italia, la Korea, tous... », répète Jorge avec orgueil. Isaco, entreprise de fabrication de pièces détachées d'autos (fermetures et autres), employait plus de 150 travailleurs à d'autres époques, jusqu'à 234 en 1994; elle est aujourd'hui déclarée en faillite. Celle-ci a été décrétée le

28 novembre, nous déclare Miguel, un autre travailleur qui occupe l'usine et, « jusqu'à présent, nous n'avons pu voir aucun des patrons. Nous restons à l'intérieur pour faire attention qu'ils ne sortent rien ».

Les travailleurs se montrent optimistes : « Nous suivons ainsi la voie de Renacer, Brukman, Ingenio la Esperanza, la Vasconia, Panificación Cinco et tant d'autres entreprises où les travailleurs luttent pour récupérer leur travail et, de cette manière, affronter la grave crise, la faim, l'abandon et le chômage qui dévaste notre peuple », dit le communiqué de presse des travailleurs. Miguel pense au futur : « Les avocats qui nous défendent ont présenté au juge toutes les pièces nécessaires pour les démarches à suivre. Devenir une coopérative est une des possibilités, c'est l'assemblée qui décidera. »

Trad. : Relations internationales FA

Royaume-Uni

Contre la guerre

DES CONFÉRENCES contre la guerre se sont tenues à Glasgow et à Londres le 18 janvier. 3 000 personnes conduites par Les Artistes de la paix ont manifesté à Bradford. Des veilles se sont tenues à Birmingham, Nottingham et Mold, au nord du Pays de Galles. Organisateur de la manifestation de Mold, David McKnight s'est félicité de l'hostilité grandissante à la guerre : « Il y a beaucoup plus de soutien pour nous maintenant. » Des « inspecteurs d'armement » déguisés devaient visiter la base nucléaire de Gloucestershire le 26 janvier. Ces militants avaient apporté des détecteurs d'hypocrisie et des indicateurs d'anticipation de dommages collatéraux pendant une précédente visite à Fairford, la plus grande base de bombardiers en Europe. Elle jouerait un rôle majeur dans une guerre en Irak.

Nicolas

Relations internationales FA

Israël

Répression contre les refuzniks

YONI BEN ARTZI ET URI YA'ACOBI ont déjà été condamnés à cinq périodes consécutives de prison pour avoir refusé de servir dans l'armée. Ils viennent d'être emprisonnés pour la sixième fois. Ben Artzi a pris 35 jours et Uri Ya'acobi, 28 jours. Les deux emprisonnés sont derrière les barreaux depuis plus de 100 jours déjà (Ben Artzi 126 et Ya'acobi 106). Rien ne laisse penser qu'on les soumettra à l'examen de la « commission d'incompatibilité » avec l'armée. C'est la preuve que la politique de ces dernières années a changé. Pendant longtemps, une règle non écrite faisait que de tels emprisonnements n'excédaient jamais 90 à 100 jours. Désormais, l'armée veut traiter plus durement les refuzniks. La nouvelle politique qui consiste à « casser les protestataires de conscience » est supposée arrêter la tendance croissante à refuser le

service. La forte élévation du nombre de pacifistes et de refuzniks politiques est seulement la partie visible de l'érosion que subit le service militaire. Selon les correspondants militaires, le nombre de soldats se dérochant à l'appel semble augmenter dans de vastes proportions. Uri Ya'acobi et Yoni Ben Artzi sont les premiers à souffrir de cette nouvelle politique; plusieurs autres jeunes refuzniks sont en ce moment en prison pour une période plus courte (Yoni Yechezkel, Dror Boimel, Haggai Matar, etc.). Adressez vos lettres de soutien à Jonathan Ben Artzi (Mil ID 7169436), Uri Ya'acobi (Mil ID 7342725), Military Prison n° 4, Military Postal Code 02507, IDF, Israël

**Internationale des résistants
à la guerre**

transmis par les Relations internationales FA

États-Unis

Action directe antiguerre

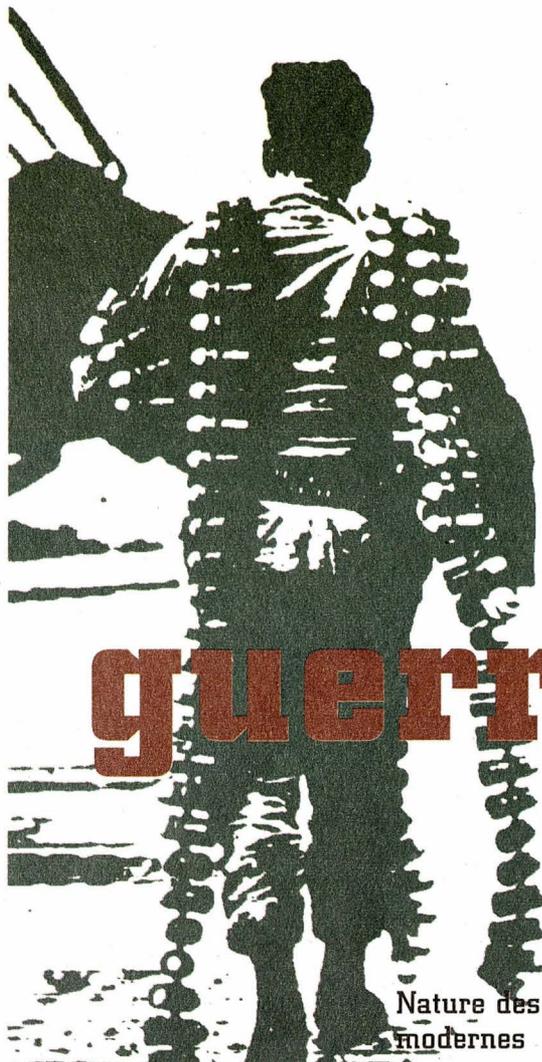
UNE ATTAQUE a été réalisée contre les centres de recrutement de l'armée et de la garde côtière américaine dans la ville d'Indianapolis, selon un communiqué daté du 23 janvier et diffusé sur A-Infos. Des graffitis contre la guerre (notamment un éloquent « Fuck your War! ») ont été peints sur les murs et sur des véhicules officiels. Une dizaine de grandes vitres ont dû être remplacées. Le communiqué revendiquant l'action indique que « les dirigeants politiques, militaires et financiers des États-Unis continuent une "guerre contre le terrorisme" qui n'est rien d'autre qu'une guerre capitaliste contre les pauvres et les travailleurs et les travailleuses du monde entier ».

Le communiqué dénonce également les compagnies pétrolières et les fabricants d'armes qui « capitalisent sur la faim et la

mort des Irakiens comme ils le font en Afghanistan, en Colombie, aux Philippines et dans plusieurs autres coins où des gens résistent au capitalisme ». « Nous ne demanderons rien et ne supplierons pas les politiciens et les généraux de Washington. » « Nous savons que la paix et la justice du capitalisme et de l'étatisme sont basés sur la misère et la mort. » « Nous combattons la course à la guerre comme nous combattons un monde dirigé contre nous », conclut le communiqué. Ce n'était ni la première, ni la dernière action directe contre la guerre aux États-Unis. Rappelons qu'une attaque similaire avait été menée à San-José en octobre.

Nicolas Phébus

A-Infos, www.ainfos.ca



Permanente et tournante

la nouvelle guerre mondiale

Claude Guillon

Nature des guerres modernes

La guerre menée depuis dix ans en Irak par la coalition anglo-américaine va sans doute prendre dans les semaines qui viennent une ampleur nouvelle. Un cycle nouveau de conflits a commencé avec la première guerre dite « du Golfe », pour se poursuivre au Kosovo et en Afghanistan. Mode de régulation traditionnel des crises, la guerre connaît un emploi différent dans le système capitaliste moderne, non plus moment exceptionnel d'exacerbation de la violence et des replis nationalistes, mais état permanent, mode d'exercice quotidien de la domination.

De la guerre du Golfe, en 1991, j'avais dit qu'il s'agissait de la première « guerre mondiale dans un seul pays ». La seconde a eu lieu au Kosovo et en Yougoslavie, en 1999; la troisième, en Afghanistan, après le 11 septembre 2001. On voit qu'il s'agit désormais d'une guerre mondiale tournante, dont le théâtre d'opérations se déplace de pays en pays, au gré des intérêts américains et des occasions qui leur sont fournies par des conflits locaux ou des actions terroristes.

On peut avancer l'hypothèse que la guerre suivante aura lieu en Iran, pays indiqué comme cible par George Bush dans son récent discours sur l'état de l'Union, avant même la Corée du Nord.

Le 11 septembre 2001 a été un traumatisme, non seulement pour les victimes et leurs proches, mais pour tous les Américains et pour l'équipe Bush. Cependant, le complexe militaro-industriel, les pétroliers, le Pentagone et l'équipe Bush ont compris le parti qu'ils pouvaient tirer de ce qui pouvait apparaître comme une défaite militaire et politique.

Jusqu'alors, la guerre tournante devait se trouver des prétextes plus ou moins présentables. La guerre du Golfe a été décrétée « guerre juste » par François Mitterrand; il s'agissait de libérer le Koweït.

En 1999, dans les Balkans, c'est le concept de « guerre humanitaire » qui a été utilisé par les militaires et les publicistes démocrates. Il s'agissait cette fois d'abattre le régime de Milosevic et de répondre à l'apartheid et à l'épuration ethnique dont étaient victimes les Kosovars. Le 11 septembre a donné à George W. Bush un prétexte valable indéfiniment, et en tous lieux. C'est le joker du terrorisme. Il pouvait annoncer devant le Congrès américain, et à la face du monde, que le nouveau conflit aurait pour théâtre la planète entière: « Ces terroristes tuent non seulement pour mettre fin à des vies, mais pour perturber et anéantir un mode de vie. [...] Cette lutte [il parle de celle qu'engagent les États-Unis] n'est pas celle de la seule Amérique. C'est une lutte de civilisation. [...] Je vous demande de continuer à participer à la vie économique et de continuer d'avoir confiance dans l'économie américaine.

» [Il annonçait surtout...] une longue campagne sans précédent. Elle pourra comprendre des frappes spectaculaires, diffusées à la télévision, et des opérations secrètes, secrètes jusque dans leur succès. [...] Nous consacrerons toutes les ressources à notre disposition – tous les moyens diplomatiques, tous les outils du renseignement, tous les instruments des forces de l'ordre, toutes les influences financières et toute arme nécessaire de guerre – à la dislocation et à la défaite du réseau terroriste mondial. »¹

Dans son récent discours sur l'état de l'Union, Bush a d'ailleurs donné des « nouvelles » de ces actions secrètes: « Plus de 3 000 personnes soupçonnées de terrorisme ont été arrêtées dans de nombreux pays. Et de nombreuses autres ont connu un sort différent. Elles ne constituent plus un problème pour les États-Unis ni pour nos amis et alliés. »

Le président de la nation la plus puissante du monde annonce ainsi publiquement que de « nombreuses » personnes ont été assassinées sur son ordre. On ignore si c'est à l'étranger ou sur le territoire même des États-Unis.

« L'impérialisme se justifie par un délire de prédestination, que l'on peut résumer ainsi: Dieu a créé le monde, et, particulièrement, l'Amérique; c'est Dieu qui bombarde l'Irak. »

En 2001, les dirigeants et les institutions européennes ont immédiatement emboîté le pas à Bush. Lionel Jospin allait faire voter la loi Sécurité quotidienne, prélude au renforcement de l'arsenal répressif qui vient d'être obtenu par Sarkozy et Raffarin.

Jusque dans l'exaltation du patriotisme économique, Jospin copiait Bush mot à mot: « Lutter contre le terrorisme ce n'est pas seulement l'affaire des juges, des policiers, des services secrets, des États. Il y a aussi une réponse que peuvent donner les chefs d'entreprise, les investisseurs et les consommateurs. [...] Il y a une responsabilité presque civique des chefs d'entreprise: ils doivent eux aussi résister à l'intimidation et soutenir l'activité économique. Faisons preuve, tous ensemble, de patriotisme économique. »²

De son côté, huit jours après les attentats du World Trade Center, la Commission des communautés européennes publiait une proposition relative à la lutte contre le terrorisme. Elle proposait de traiter comme terroristes, et donc par les dispositions judiciaires antiterroristes d'exception, toute espèce d'activité contestataire, et plus précisément un grand nombre d'infractions de droit commun... « lorsqu'elles sont commises intentionnellement par un individu ou un groupe contre un ou plusieurs pays, leurs institutions ou leur population (la notion de population couvre toute personne y compris les minorités), en vue de les menacer et de porter gravement atteinte aux structures politiques, économiques ou sociales de ces pays ou de les détruire, elles doivent être considérées comme des infractions terroristes ».

Ces dispositions visaient notamment l'occupation ou les dommages causés à des lieux publics, des moyens de transports, des biens publics ou privés. La commission concluait: « Cela pourrait couvrir des actes de violence urbaine, par exemple. » On voit que ce qui s'est passé à Gênes, c'est-à-dire la mise en état de guerre d'une ville entière, l'utilisation de moyens répressifs violents, légaux et illégaux (détentions massives, tortures systématiques) est la traduction militaire concrète de cette détermination politique. On voit aussi

en Chine que le régime post-maoïste a échangé son soutien formel à Washington contre la possibilité d'inscrire les séparatistes ouïgours sur la liste des groupes terroristes contre lesquels tous les moyens sont licites. On comprend facilement que le régime ne demandera l'autorisation de personne pour user de la marge de manœuvre supplémentaire qu'on lui donne pour réprimer les insurrections paysannes et le mouvement ouvrier en voie de reconstitution.

C'est ce que Colin Powell, secrétaire d'État américain, appelait, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le 20 janvier 2003, « tisser la lutte antiterroriste dans la toile même de nos institutions nationales et internationales ».

La guerre moderne, celle qui sert au système capitaliste à défendre son « mode de vie » – c'est-à-dire le mode d'exploitation et de domination qu'il impose au monde –, se situe donc aujourd'hui en tous lieux. Pour le capitalisme, le rôle de l'ennemi – mais un ennemi est aussi un faire-valoir – a longtemps été joué par le bloc de l'Est. Il n'a plus aujourd'hui qu'une incarnation et un ancrage territorial aléatoire et transitoire. La paranoïa propre aux temps de guerre est désormais permanente. L'ennemi est partout, à l'extérieur comme à l'intérieur, en Irak et en Iran, comme dans les groupes anti-guerre qui défilent à Washington.

Cette guerre-là peut encore prendre les formes traditionnelles du bombardement (de l'Irak, par exemple), mais, il peut y avoir guerre sans bombardiers, et même sans attentats... mais pas sans l'armée, qui patrouille dans les gares pour nous protéger des terroristes! Nous assistons donc depuis le 11 septembre 2001, parallèlement à la guerre mondiale tournante, à la mise en place d'un état de guerre permanent mondialisé.

Continuité avec les épisodes précédents

Comme le conflit actuel est en partie le prolongement de la guerre du Golfe, et que beaucoup de vérités d'évidence, déjà connues ou soupçonnées à l'époque, sont aujourd'hui largement diffusées, chacun croit en savoir

beaucoup sur les guerres modernes. Les analyses géostratégiques se rejoignent et se banalisent. Même l'ancien Premier ministre Raymond Barre déclare à la télévision: « Les États-Unis ne sont pas guidés simplement (sic) par des considérations économiques liées au pétrole. Ils veulent se constituer au cœur du Moyen-Orient une base solide dont ils auraient le complet contrôle. »³ Chacun a pu lire que l'Irak possède sur son territoire les deuxièmes réserves naturelles de pétrole, après celles de l'Arabie saoudite. On sait un peu moins qu'il existe des accords d'exploitation du pétrole entre l'Irak, la France, la Russie et la Chine, accords suspendus par l'embargo, et qu'une occupation anglo-américaine remettra en cause. Ces intérêts français, et la manière dont ils peuvent faire l'objet de négociations pourraient expliquer la fermeté apparente de Chirac face à Blair et à Bush.

En revanche, les mensonges concernant le conflit du Kosovo demeurent inentamés. Souvenez-vous, Marek Edelman, ancien dirigeant de l'insurrection du ghetto de Varsovie, nous disait, avec bien d'autres: « Pour la première fois, il s'agit d'une guerre qui ne vise ni la conquête d'un territoire, ni celle d'un pouvoir, ni la défense d'intérêts économiques. » En fait, les États-Unis et l'Union européenne s'étaient lancés plusieurs années auparavant dans une concurrence commerciale dont la préoccupation et la condition commune sont la création d'un protectorat européen dans les Balkans.

Les Occidentaux apportent « la civilisation » dans leurs bagages, c'est-à-dire la privatisation des entreprises, l'économie de marché, et même la TVA! L'Union européenne se charge, et se vante, de former des ministres, des flics, des magistrats, et même des « leaders syndicaux »! Contrairement aux niaiseries de la propagande « humanitaire », il s'agit bien de profits, et précisément d'assurer les moyens matériels et la sécurité de l'acheminement des ressources énergétiques (pétrole et gaz), depuis les régions d'extraction jusqu'au marché européen de l'Ouest, via des « corridors paneuropéens », projet européen largement phagocyté par les États-Unis. Les grandes institutions

politiques et bancaires de l'Europe et des États-Unis y ont consacré d'importants crédits.

Parmi les différents corridors, on se souviendra que les VIII, X et IV se croisent en formant un triangle dont le centre se trouve précisément au Kosovo, région dont on nous disait qu'aucun responsable américain ou européen ne pouvait la situer sur une carte! Or le conflit actuel et les recompositions diplomatiques auxquelles il donne lieu ne sont pas sans lien avec la compétition néocolonialiste entre les États-Unis et l'UE dans les Peco (pays d'Europe centrale et orientale). La diplomatie états-unienne a réussi à débaucher un certain nombre de pays européens qui se sont opposés à l'axe franco-allemand et ont approuvé la politique de Bush en répétant son discours presque mot à mot. Certes, Washington engrange là les dividendes de son usage politique de l'Otan, dont il a facilité l'entrée à d'anciens pays du bloc de l'Est. Mais il n'y a pas que cela.

La Bulgarie et la Roumanie ont annoncé qu'elles mettaient à la disposition des troupes anglo-américaines les ports de Burgas et de Constanza, sur la mer Noire. Il se trouve que le port bulgare de Burgas est un point d'arrivée du corridor de transport n° VIII, baptisé par la presse régionale « projet Clinton », tant les États-Unis y ont attaché d'importance et consacré d'argent.

Ça a été notamment l'œuvre de la Trade and Development Agency, agence fédérale pour le commerce et le développement, créée par Clinton en 1981 pour favoriser les exportations américaines.

La TDA déclarait en 1999 avoir investi dans les quatre dernières années plus de 22 millions de dollars dans le sud des Balkans. Il est bon de savoir que la TDA se flatte que, pour chaque dollar qu'elle investit, elle rapporte 32 dollars d'exportation états-unienne. Or la TDA a été très impliquée dès l'origine dans la conception du corridor VIII et elle a décidé en 1996 de financer spécifiquement les études de faisabilité des travaux de modernisation... des ports de Burgas et Constanza! Il ne s'agit pas de vieilles histoires: les études ont été effectivement réalisés en 2000 et 2002.

Lorsque les dirigeants bulgares et roumains annoncent que les Américains sont les bienvenus dans leurs ports, ils ne font que décrire un état de fait. Le complexe militaro-industriel américain est déjà chez lui là-bas, et l'UE s'est fait damer le pion.

Sans entrer ici dans le détail des innombrables plans et programmes d'« aide » lancés concurremment par les États-Unis et l'Union européenne⁴, on peut remarquer que si cette dernière a mené dans la région une action de « recivilisation capitaliste » cohérente, elle n'a pu offrir une alternative crédible et commune aux offensives industrielles de son rival américain. Les intérêts industriels nationaux divergents ont affaibli la portée de son action. On en a encore vu les conséquences dans les marchés de matériel d'armement emportés par les États-Unis.

Illuminisme missionnaire, révisionisme historique

Même si ce sont avant tout des intérêts économiques et géostratégiques qui sont en jeu, il n'est pas indifférent de se pencher sur le discours idéologique qui les enrobe. Dans ce domaine, l'administration Bush apporte une note religieuse archaïque, ridicule mais fort inquiétante, à ce qu'a été la doctrine Clinton. L'impérialisme se justifie par un délire de prédestination, que l'on peut résumer ainsi: Dieu a créé le monde, et particulièrement l'Amérique (comprenez: la Maison-Blanche, pas les Sioux); c'est Dieu qui bombarde l'Irak; je suis son instrument béni.

S'adressant aux Irakiens supposés attendre les GI libérateurs, Bush déclarait: « J'espère que le peuple irakien se souviendra de notre histoire [...]. Les États-Unis n'ont jamais cherché à dominer, à conquérir. Nous avons toujours cherché à libérer les opprimés. »⁵ Gros éclat de rire dans les réserves indiennes et les ghettos noirs.

Dans son discours sur l'état de l'Union, le 28 janvier dernier, Bush part de considérations charitables dont il déduit le rôle militaire et missionnaire des États-Unis:

« Les Américains [citoyens] font preuve de compassion au quotidien, en rendant visite aux prisonniers, en fournissant un

refuge aux femmes battues, en tenant compagnie à des vieillards isolés. [...] Je vous demande de protéger les bébés au moment même de leur naissance et de mettre fin à la pratique de l'avortement thérapeutique en fin de grossesse. [...]

« Le courage et la compassion, qui nous guident aux États-Unis, déterminent aussi notre conduite à l'étranger. [...] Dans le monde entier, les États-Unis nourrissent ceux qui ont faim. [...] Il nous faut aussi ne pas oublier notre vocation, en tant que pays béni, à rendre le monde meilleur. [...] Notre pays peut guider le monde en sauvant des innocents d'un fléau de la nature [le sida]. Notre pays guide également le monde en s'attaquant au fléau du terrorisme international et en y mettant fin. [...]

« Nous avançons pleins de confiance, car cet appel de l'histoire est tombé sur le bon pays. [...] La liberté que nous chérissons n'est pas le don de l'Amérique au monde, c'est le don de Dieu à l'humanité. [...] Nous ne prétendons pas connaître toutes les voies de la Providence, pourtant nous pouvons lui faire confiance, et placer tous nos espoirs en ce Dieu aimant qui est source de toute vie, et de toute l'histoire. Puisse-t-Il (sic) nous guider aujourd'hui, et continuer de bénir les États-Unis d'Amérique. »⁶

On voit bien comment ce fanatisme, reflet du fanatisme islamiste adverse, peut alimenter des colères légitimes, et aussi l'antiaméricanisme, qui est l'internationalisme des imbéciles. Notons que, sous de fausses pudeurs, cet antiaméricanisme peut aussi être instrumentalisé en Allemagne et en France par des politiciens qui espèrent en faire le ciment d'un nationalisme local ou européen. **C.G.**

1. *Le Monde*, 30 septembre 2001.

2. *Ouest-France*, 27 septembre 2001, *Le Monde*, 28 septembre 2001.

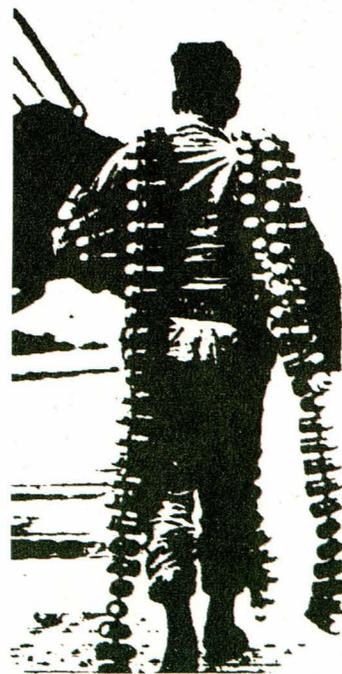
3. *Le Monde*, 31 janvier 2003.

4. Cf. *Dommages de guerre, L'Insomnie*, 2000, et *Oiseau-tempête*, « *Le Grand Jeu* », déc. 2001, <http://internetdown.org/oiseau-tempete/plan>.

5. 16 octobre 2002, site Internet du Département d'État.

6. Site Internet du Département d'État. C'est moi qui souligne.

Cet article reprend la première partie de l'exposé introduisant la réunion publique du 4 février à Ivry-sur-Seine.

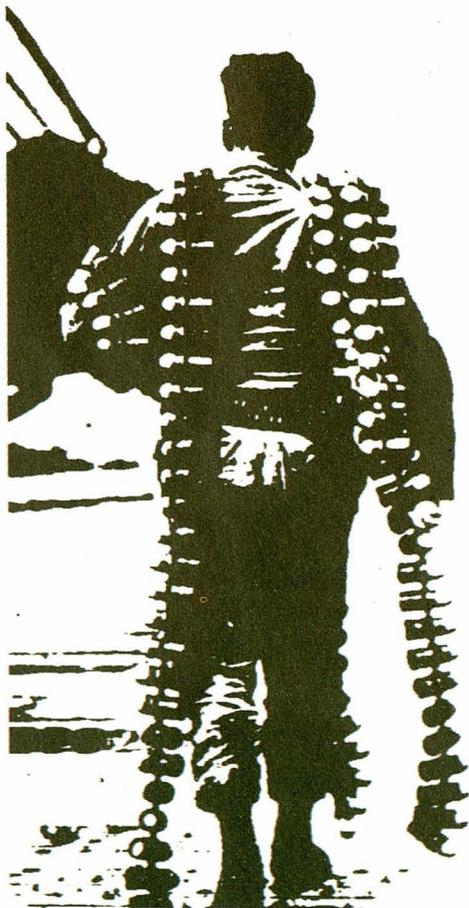


Colin Powell

un faucon trav

Jean-Pierre Garnier

« "Il faut que nous mettions une plaque à notre porte: la Superpuissance habite ici." (Colin Powell, 1989) »



D'UN CÔTÉ, les « colombes », de l'autre, les « faucons ». Selon une distribution des rôles parfaitement rodée, on a coutume d'opposer les uns aux autres ces oiseaux des temps de guerre, alors qu'ils sont sortis de la même couvée: sionisme israélien à l'échelle régionale, impérialisme états-unien à l'échelle globale. La fable a déjà beaucoup servi, mais sa crédibilité reste inentamée, y compris en France, comme en témoignent les pseudo-analyses émanant du complexe médiatico-intellectuel hexagonal. Aussi nous la ressort-on aujourd'hui pour légitimer la campagne d'extermination annoncée contre la dernière en date des incarnations du Mal: l'Irak de Saddam Hussein.

Dans le rôle de la colombe de la paix: Colin Powell, satrape de l'Empire, bombardé à la tête du Département d'État. Pour *Libération*, mais on retrouve le même type de considérations dans l'ensemble de la presse, Colin Powell serait un pacifiste que la malignité de l'adversaire et la maladresse de certains alliés européens (France, Allemagne, etc.) auraient contraint à tourner casaque. En fait, suggère le même journal, citant un diplomate, cette « conversion » était quelque peu programmée: « Bush avait du mal à convaincre l'opinion – c'est-à-dire à la modeler –, et il a demandé à Powell de monter en puissance, car rien n'est plus convaincant qu'une colombe sortant ses griffes ». Sauf que, dans le cas de Powell, les plumes de ladite colombe étaient déjà largement tachées du sang des autres.

À peine (mal) élu, George W. Bush l'avait nommé secrétaire d'État en le qualifiant de « héros américain » ayant toujours su faire preuve « d'un sens militaire du devoir et de l'honneur ». On ne saurait mieux dire!

Chef d'état-major des armées, lors de la guerre du Golfe, il a provoqué une catastrophe écologique de grande ampleur en faisant bombarder les puits de pétrole. Tout a été mis en œuvre, d'autre part, sous sa houlette, pour dissiper les histoires d'étranges cancers qui ont affligé ses propres troupes, parmi les soldats

ayant manipulé des missiles à uranium enrichi. Cette guerre a, en outre, causé la mort de plusieurs centaines de milliers de civils irakiens, lors des attaques, mais surtout en raison de la destruction des installations vitales pour la santé de la population et des sanctions qui prévalent toujours sur les vivres et les médicaments. Un génocide à ciel ouvert que le nouveau secrétaire d'État s'est bien gardé de condamner, même s'il n'est pas allé jusqu'à en justifier ouvertement le bien-fondé, comme sa prédécesseure Madeleine Albright¹. Sitôt nommé à la tête du Département d'État, Powell annoncera d'ailleurs qu'il maintiendrait et même « énergiserait » ces mesures. Retraité de l'armée, il fait, en effet, partie de ces « experts » qui conseillent les gouvernants sur les meilleurs moyens d'agenouiller un peuple pour faire plier ses dirigeants.

Colin Powell s'est initié très tôt aux méthodes qui allaient lui permettre de bâtir sa carrière: jusqu'au-boutisme des ordres sur le terrain – peu importe le nombre de victimes ennemies, civiles ou militaires – et, de façon complémentaire, gestion bureaucratique et médiatique du dévergondage américain à l'étranger. En 1963, encore sous-officier, il a mené avec ses hommes dans la jungle vietnamienne une campagne d'anéantissement systématique des villages, de destruction des réserves de nourriture, incendiant les paillotes et intimidant physiquement les paysans pour les dissuader de tout soutien aux combattants du Viet-cong, si difficiles à débusquer. Dans ses mémoires, *An American Journey* (1995), Powell décrit comment, de l'hélicoptère, on tirait devant tout paysan vietnamien mâle en âge de combattre, précisant que, s'il réagissait, on y allait d'une seconde rafale pour l'abattre, au cas où il porterait une arme. Powell prônait cette approche parce que trop de soldats américains, selon lui, avait été ainsi tués sournoisement en rasant la campagne. Une blessure au pied mit fin à sa seule véritable mission de combat.

esti en colombe



De retour au Vietnam en 1968, une fois promu officier, il sut se mettre du bon côté pour préparer ses promotions futures. Une nouvelle tâche l'attendait où il ne tardera pas à exceller : la désinformation. Ainsi fut-il chargé d'empêcher que l'image « libératrice » des États-Unis ne soit ternie à la suite du massacre de My Lai. Quelques soldats indignés avaient révélé que les habitants, tous des civils, furent entassés au pied des digues d'irrigation pour être exécutés en groupe, des bébés aux vieillards en passant par les femmes. 347 Vietnamiens furent ainsi éliminés. C'était avant l'entrée en fonction de Powell, mais son rôle consista à maintenir l'affaire hors de l'attention des médias et à égarer dans les méandres de l'appareil bureaucratique les plaintes suscitées par ce glorieux fait d'armes.

Il émit, entre autres, un « mémo » refusant les allégations de Tom Glen, un jeune soldat américain qui avait fait parvenir une lettre au général Abrams qui commandait alors l'ensemble des troupes états-uniennes au Vietnam. Glen y dénonçait une multitude d'abus commis par ses collègues à l'endroit des Vietnamiens, qu'on appelait « gooks » (macaques) et à qui on prêtait peu d'attributs humains. Viols, humiliations physiques et psychologiques, tirs à vue et non provoqués sur les villages, tortures pour faire avouer à des hommes qu'ils étaient Viet-cong... La note de C. Powell concluait à des cas isolés d'indiscipline, niant qu'il s'agissait d'un comportement répandu. Elle soutenait que tous les soldats américains étaient entraînés à agir respectueusement envers les Vietnamiens et avaient suivi un cours « d'une heure » (sic) sur la manière de traiter les prisonniers selon la convention de Genève.

Panama, 1989. Après un coup d'État raté pour renverser le général Noriega, opération trop faiblement appuyée par le gouvernement américain contre l'un de ses anciens collaborateurs – Noriega, en plus du trafic de drogue, travaillait pour la CIA –, un officier américain

et sa femme furent arrêtés puis relâchés par les autorités panaméennes. Powell, à la table des décideurs en matière de « défense », allait prodiguer ses conseils à George Bush senior, soupçonné de « mollesse » dans l'histoire.

Évidemment, il fallait frapper fort, par les airs, minimiser les pertes américaines et ne pas s'embarrasser des lois internationales concernant l'existence de quartiers résidentiels à proximité des cibles militaires. Une désinvolture que l'on rééditera avec l'Irak puis la Serbie, et ce toujours impunément, au point de laisser croire aux esprits malveillants que les sites civils constituent aussi parfois la vraie cible. Toujours est-il qu'en plus de la destruction des forces militaires les bombardements aériens des États-Unis contre Panama causèrent la mort de plusieurs centaines de civils en quelques heures.

Au fil de tous ces hauts faits, et de quelques autres, Colin Powell en vint à devenir un enfant chéri de la presse américaine. Toujours considéré comme « l'homme qu'il faut là où il faut », il faudrait compiler tous les qualificatifs lyriques qui ont servi à encenser sa personne et sa carrière, au point d'inciter nombre de gens soi-disant informés à s'émoustiller en l'imaginant premier président noir des États-Unis. Il y a quatre ans, lors de la mascarade mondaine des Oscars, à Hollywood, Powell apparut sur scène, bardé de ses médailles, pour délivrer un discours patriotique. C'était à la veille de l'attaque contre la Yougoslavie.

Il affirme aujourd'hui s'engager « à lutter contre les armes de destruction massive et les moyens de les produire ». Jamais ce genre de déclaration n'est, dans les médias officiels, mis en opposition avec l'envergure du commerce d'armements, de plus en plus lucratif, pratiqué par les États-Unis à travers le monde. On parle aussi rarement de la persistance du gouvernement nord-américain à saboter les accords de désarmement nucléaire.

Powell a dit aussi « aller de l'avant » avec le famélique projet du système de « défense

antimissiles ». Dangereuse paranoïa ou prétexte pour verser des milliards supplémentaires aux conglomérats militaro-industriels ? On s'inquiéterait, dit-on, du danger potentiel des nouvelles puissances nucléaires. Parenthèse : les dirigeants états-uniens sont ceux qui ont le plus largement contribué à alimenter la hantise d'un cataclysme nucléaire, en identifiant toujours la menace à un péril venu de l'extérieur, ce qui, pour bien des gens, a fini par occulter le simple fait que, dans toute l'histoire, seuls les États-Unis ont utilisé la bombe atomique pour balayer d'un coup des millions de vies au Japon. Et, plus récemment, menacé de recourir à l'usage d'armes nucléaires, « tactiques », il est vrai, contre l'ennemi irakien.

Aux États-Unis, comme dans les autres pays « occidentaux », c'est par le biais d'une politique étrangère belliciste que l'on se donne une image de « défenseur des droits humains ». Il est donc parfaitement logique que ce soit dans ce domaine que l'endiguement de l'information et la falsification de la vérité soient les plus méthodiques. Car c'est précisément dans le cadre de leur politique extérieure que les dirigeants des régimes « démocratiques » commettent eux-mêmes des violations de ces droits, ou y consentent selon leurs intérêts.

Colombes supposées ou faucons avoués, tous roulent – ou volent – de concert pour le compte (en banque) de l'aigle nord-américain. Quant aux dissensions qu'on leur prête, autres que de circonstance, elles font partie de ces graines diversionnistes jetées à profusion pour nourrir d'illusoirs « débats » les éternels pigeons que sont les « citoyens ». **J.-P. G.**

1. « Oui, c'est un fort prix à payer, mais ça en vaut le coup. » Réplique, qui devrait passer à la postérité « post-totalitaire », de Madeleine Albright à une journaliste de la télévision états-unienne qui lui demandait : « Les sanctions que nous imposons à l'Irak auraient causé la mort d'environ 500 000 enfants à ce jour, est-ce que ça en vaut le prix ? »

Mapuches

Un meurtre dans l'Alto Bío-Bío

SUR FOND de manipulations gouvernementales et policières, la violence continue contre le peuple mapuche engagé dans une lutte pour la terre. Un nouvel assassinat politique endeuille les communautés pehuenches en conflit de la vallée du fleuve Queuco, les mêmes qui, depuis 1999, impulsent un puissant mouvement de récupération territoriale.

Cette fois, la victime de la violence terroriste a été le jeune Jorge Arturo Saurez Marihuan, Pehuenche de 27 ans de la communauté de Malla-Malla. Paramédical de profession, il avait étrangement disparu de sa maison le 5 décembre passé. Son corps a été retrouvé sans vie à côté du fleuve Queuco le 11 décembre. Selon des témoins, le corps de Jorge présentait d'évidentes traces de torture.

Le jeune Pehuenche, frère du lonko (voire le *Monde libertaire* n° 1304) de la communauté Segundo Suarez et membre du conseil traditionnel de lonkos de l'Alto Bío-Bío, était un membre actif du processus de récupération de terres dans cette zone du territoire mapuche, processus pour lequel les communautés de Trapa-Trapa, Butalebun, Malla-Malla et Cauñicú ont lutté ensemble. Elles ont déjà récupéré seize mille hectares de terres sur les trente mille qui sont objet de conflit. Celui-ci oppose l'État, les entreprises transnationales, les colons et les communautés.

La mort étrange du frère Jorge Suarez, qui s'ajoute aux assassinats du 12 juillet 2002 des frères Mauricio et Agustina Huenupe Pavian, porte-parole de la communauté Cauñicú del Alto Bío-Bío et également membres du conseil traditionnel de lonkos, révèle une nouvelle forme de répression sélective dans le cadre du conflit mapuche. L'action de groupes anti-mapuches, au travers d'assassinats dirigés vers des leaders de la résistance pehuenche,

« L'assassinat de membres des communautés par les carabiniers, l'arrestation sélective de dirigeants mapuches [...] et la divulgation d'informations fausses et douteuses font partie de l'actuelle stratégie utilisée par le gouvernement chilien pour désarticuler le mouvement mapuche. »

facilite l'intervention directe dans la région de l'appareil d'État et la réalisation des méga-projets d'entreprises internationales comme Endesa-España.

Ainsi à Santa Barbara, un appel des dirigeants du conseil de lonkos de l'Alto Bío-Bío réclame que la justice chilienne ne laisse pas dans l'impunité le récent assassinat de Jorge Suarez Marihuan et dénonce la complicité des autorités du gouvernement et des colons chiliens. « Nous rendons responsable le gouverneur Esteban Krausse de la mort de notre frère. C'est le gouvernement qui a divisé les communautés pehuenches et a privilégié le dialogue avec un secteur minoritaire de dirigeants alliés des usurpateurs winkas [terme qui désigne les colons chiliens], générant un climat de violence sur nos terres. »

Nous sommes ici devant un assassinat politique dont nous exigeons qu'il soit éclairci et dont les responsables doivent être incarcérés. Assez d'injustices, comme dans le cas des frères Huenupe Pavian, assassinés eux aussi, par des colons et des pehuenches pro-gouvernementaux qui se promènent toujours libres dans les rues ! Il faut se souvenir que pour l'assassinat des frères Agustina et José Mauricio Huenupe Pavian, le juge a inculpé comme auteurs des faits deux Pehuenches de la communauté Cauñicú et comme complices plus d'une douzaine de membres des communautés et colons chiliens de la région. Beaucoup de personnes en relation avec les faits appartiennent à l'association des

lonkos de l'Alto Bío-Bío, association pro-gouvernementale dirigée dans la vallée de Queuco par Agustín Correa (dirigeant expulsé durant l'année 2000 de la résistance au barrage Ralko). Alors que plusieurs des inculpés ont admis leur participation dans le double assassinat, aujourd'hui la majorité d'entre eux jouissent de liberté provisoire.

S'associant aux déclarations du dirigeant Pedro Suarez et au travers d'un communiqué public, les dirigeants de la communauté pehuenche Malla-Malla, à laquelle appartient Jorge Arturo, dénoncent en plus un traitement discriminatoire de la part de la police en ce qui concerne l'enquête sur les responsables de la disparition et de la mort du jeune membre de la communauté :

« Face à la déclaration de présumée malchance relative à la disparition de Jorge Suarez, sa recherche s'est arrêtée et s'est limitée uniquement à donner des ordres une fois que sa famille et ses amis ont trouvé le corps [...]. D'un autre côté, jusqu'au 18 décembre le juge de Santa Barbara n'avait donné aucun ordre pour rechercher en quelles circonstances est mort notre frère, situation qui est une atteinte directe à nos droits. »

De la même manière les membres de la communauté accusent le service médico-légal d'occulter des informations importantes sur les causes de la mort de Jorge Arturo, signalant que « jusqu'à aujourd'hui il a été refusé à la famille d'avoir accès à l'information du médecin légiste,



La victime arguant du secret et du fait que seul le juge peut avoir accès à cette information ».

Il semble que non seulement l'assassinat de membres des communautés par les carabiniers, mais aussi l'arrestation sélective de dirigeants mapuches, les encercllements policiers, les écoutes téléphoniques et la divulgation d'informations fausses et douteuses dans les médias font partie de l'actuelle stratégie utilisée par le gouvernement chilien pour désarticuler le mouvement mapuche, comme l'a reconnu il y a quelques semaines à Concepcion le sous-secrétaire de l'Intérieur Jorge Correa Sutil.

À ce scénario, rappelant les pires temps de la dictature militaire d'Augusto Pinochet, s'ajoute aujourd'hui l'assassinat de dirigeants et membres des communautés par des groupes paramilitaires et opposants aux mobilisations développées par les communautés dans la défense de leurs droits territoriaux et politiques.

Tous ces faits, qui révèlent le traitement que réserve le gouvernement à notre communauté, nous font réaffirmer notre volonté de persister dans la récupération territoriale et la défense de notre peuple.

Pedro Cayuqueo

*Kolectivo mapuche Lientur
Communauté pehuenche de
Malla-Malla Alto Bío-Bío.*

*Conseil des lonkos de l'Alto Bío-Bío.
<http://www.nodo50.org/kolectivolientur>
kolectivolientur@hotmail.com*

Pourquoi une lutte féministe aujourd'hui ?

Is@

IL M'ARRIVE souvent de me poser la question de mon militantisme féministe. J'ai l'impression quand je parle autour de moi, même auprès de copines et de copains militant(e)s, de mes revendications, de passer pour une ringarde post-soixante-huitarde un peu déjantée et hystérique.

N'as-tu pas le libre arbitre en ce qui concerne la contraception? N'es-tu pas libre de porter les tenues vestimentaires que tu souhaites? N'es-tu pas à égalité avec les hommes dans le monde du travail? Ce à quoi je rétorque: oui, je choisis la contraception qui me convient mais à quand le nous (pour ce qui est du choix). Oui, je porte les tenues vestimentaires que je souhaite mais pas trop sexies tout de même pour ne pas exciter la libido de ces messieurs. Autrement, à mes risques et périls. Oui, je suis l'égal des hommes dans le monde du travail, mais comment fais-je pour m'organiser dans ma vie personnelle quand mes activités professionnelles me rendent indisponible auprès de mes enfants?

J'ai encore eu un exemple récent de cette discrimination: une mère d'élève, vivant seule avec sa fille, et ne pouvant se libérer pour venir la chercher alors que cette dernière était malade.

À tout cela s'ajoute l'environnement toujours aussi sexiste: journaux féminins, publicités, littérature nous contraignent de gré ou de force à nous plier à des exigences normées qui nous formatent. La venue de l'été nous impose le régime de rigueur pour nous rendre visibles sur les plages. À grands renforts de pub, nous nous sentons obligées d'acheter la dernière crème qui nous fera paraître plus jeune de x années. Vous me direz que je ne suis pas contrainte de me plier à cela. C'est vrai mais je n'ai pas envie de paraître débarquée d'une autre planète parce que je ne m'épile pas, ne me maquille pas et ne fais aucun cas de

mon apparence physique. D'autant plus que l'on est encore à une époque où la séduction ouvre des portes, et personne ne me contredira si j'affirme qu'il vaut mieux être jeune et jolie à qualifications égales pour une embauche quelque part où l'on est en contact avec un public. L'employeur ou l'employeuse aura vite fait son choix.

Que faire pour que nos compagnes et compagnons et ami(e)s se rendent compte de cette oppression continue, sournoise mais réelle, et ne la considèrent pas comme peu importante?

J'aimerais quand je demande qu'un texte soit féminisé ne pas m'entendre dire que c'est une sacrée contrainte: enfin, quelle enquiquineuse cette nana avec ses revendications! C'est pourtant une revendication primordiale car le langage est la traduction de la pensée, et tenir compte des 52 % de la population mondiale dans nos textes même si cela demande au départ un petit effort d'adaptation est juste et indispensable. Ce n'est que le début d'une prise en compte de toutes les autres revendications: égalité de temps de parole entre les femmes et les hommes, sujets féminins ayant leur juste place dans des débats militants et pas toujours remis aux calendes grecques, prises de responsabilités égales en tenant compte des réalités sociales et familiales, etc.

J'insiste beaucoup pour cette prise en compte dans l'écrit du féminin: c'est loin d'être un acte bénin. À chaque fois que l'on fait cet effort, cela nous renvoie à notre identité, et nous interpelle. J'avoue que, en ce qui me concerne, depuis deux mois, je le fais systématiquement, et ce qui me paraissait laborieux est devenu routine et plaisir d'exister en tant que femme auprès de mes collègues, de mes copains, de mes copines syndiqué(e)s et anars.

Cette révolte paraît peu importante au regard de l'oppression que connaissent des

Is@ est militante du groupe
Jes Futuro de la FA



De l'hypocrisie sexiste d'un mouvement

On constate depuis un certain temps que la gauche militante mixte a concrètement abandonné le combat contre le patriarcat. Certain(e)s croyant la lutte gagnée, certains niant encore et toujours l'oppression spécifique des femmes.

On affirme la présence actuelle de l'égalité entre les sexes, on chante la solidarité des mouvements sociaux, on proclame le bonheur pour tou(te)s dans une gauche unie. Alors même que de nombreuses femmes sont amenées à avoir peur de militer dans le mouvement, comme on les amène à avoir peur dans la rue!

Que les militantes sont utilisées comme n'importe quelle ressource militante; qu'on les assigne aux postes de soutien, qu'on les maintient dans l'ombre, qu'on ne les écoute pas!

Qu'on fait subir une pression infernale aux militantes féministes, les accusant de tous les torts, niant leur oppression, les marginalisant, les insultant, les menaçant, leur faisant payer cher leur révolte!

Que se multiplient les luttes de coqs et le magasinage sexuel dès qu'une militante est proclamée célibataire, dès qu'une nouvelle femme est introduite dans le mouvement!

Que se multiplient les théorisations anti-féministes et le sexisme, alors même qu'on appuie toujours hypocritement des positions féministes auxquelles peu de gens semblent croire!

Alors même que des femmes sont victimes d'agressions à caractère sexuel, sans compter la violence et le harcèlement psychologique et physique, à l'intérieur même de notre mouvement dit révolutionnaire!

Le silence correspond à une collaboration!

Il est temps de passer aux dénonciations!

À qui profite le déni des méfaits du patriarcat? Qui a avantage à conserver le statu quo hommes/femmes? Qui retire des bénéfices de la mise en marge des femmes révolutionnaires? Qui d'autre que nous les hommes?

Il importe que le fardeau de la preuve ne repose plus sur les épaules des militantes féministes! La lutte contre le patriarcat nous concerné tous et toutes. Assumons-nous! Responsabilisons-nous! Transformons-nous! Et organisons-nous! Ça nous concerne! C'est important! En ne disant rien, on y consent! Parce qu'abolir les classes sociales, c'est aussi abolir les classes de genre!

HCP

Le collectif masculin Hommes contre le patriarcat est un groupe affinitaire pro-féministe radical, contre le patriarcat et la différenciation sexuelle/genrée, dans une perspective anti-capitaliste, anti-État, anti-racisme, bref contre tous les systèmes d'oppression. Pour rejoindre le collectif: Benoit Lacoursière, lacoursiereb@yahoo.fr Transmis par les relations internationales FA

femmes dans les milieux musulmans intégristes où elles subissent des violences qui n'ont rien de comparable avec mes petites contraintes. Et pourtant elle n'est pas si éloignée car quel intérêt apporter à leur cause si elles sont considérées, ainsi que toutes les autres femmes, comme du menu fretin, objets sexuels, exploitées et tout juste bonnes à mieux faire les courses et s'occuper des tâches basement matérielles pendant que ces messieurs dirigent nos vies de façon intelligente et rationnelle? Il n'est que de voir les publicités pour se rendre compte de la place réservée aux femmes dans notre paradis économique capitaliste.

Pourquoi s'intéresser à défendre la liberté de toutes les femmes dans leur vie quotidienne si ces dernières n'ont de vie que dans l'ombre des hommes et pas en tant qu'êtres humains à part entière avec des identités singulières liées à leur anatomie, physiologie et qui ne sont pas prises en compte dans leur vie professionnelle et militante: droit d'allaitement réduit à peau de chagrin, congés de maternité pas toujours faciles à prendre dans leur intégralité, aménagement du temps de travail souvent difficile à négocier sous couvert de rentabilité, disponibilité pour les réunions et temps de loisir? (C'est difficile à obtenir quand on sait que les tâches matérielles sont toujours prises en charge à presque 80 % par les femmes).

Actuellement, la place des femmes est de plus en plus restreinte. On ne peut trouver d'épanouissement dans une société où le maître mot est consommation, où tout est fait pour que les personnes se conduisent avidement, n'ayant pour seul but dans la vie que posséder toujours plus que son voisin ou sa voisine. La femme idéalisée (95 de tour de poitrine et une taille de guêpe, enfin style Lara Croft) est objet de convoitise: les publicités où elle est un argument de vente sont légion et elle le prouvent. Le plus significatif de cette dérive consumériste est la violence que subissent des jeunes filles violées par des garçons de leur âge sans que ceux-ci leur reconnaissent une autre place dans leur vie que celle d'objet sexuel et le vocabulaire qui banalise ces actes barbares en les nommant des tournantes (comme si le fait de se faire violer par plusieurs hommes était assimilé à un jeu!).

J'ai écrit au fil de la plume ou plutôt au fil de l'écran de l'ordinateur les idées qui me venaient et qui me sont dictées par le fait que mon amie quitte le navire du militantisme. C'est une de plus et c'est une de trop. Pourquoi nous, les femmes, ne trouvons-nous pas notre place dans le milieu militant? Messieurs, posez-vous la question avant que toutes les militantes féministes aient abandonné le navire. Ce ne serait pas trop tôt et ferait avancer les idées vers un monde égalitaire parce que je continue à penser qu'une société où la moitié de la population mondiale est sous-traitée ou ignorée n'est et ne sera jamais libertaire.

I.

Le nez de Cléopâtre

ou

La provocation exemplaire

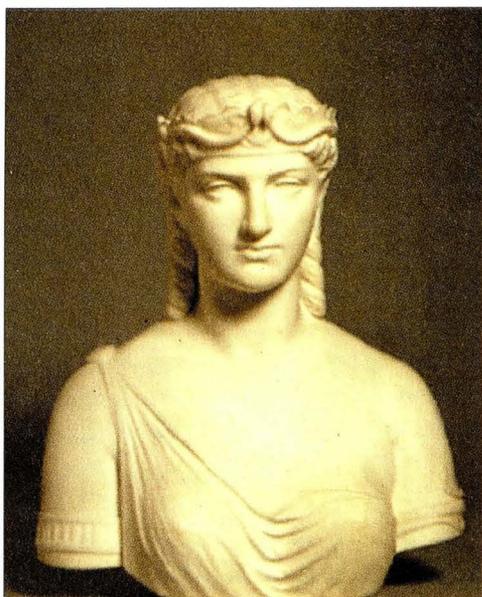
IL EXISTE une conception dite « événementielle » de l'histoire. Selon celle-ci, l'histoire se réduirait à une suite chronologique d'événements, décidés par une minorité de « grands » hommes. Une telle conception implique une société à la merci des coups de main, des complots et des provocations, et mène droit à une vision policière de l'histoire. À l'époque où il était ministre de l'Intérieur, M. Raymond Marcellin, dénonciateur du fameux complot international, participait pleinement de cette vision... ainsi d'ailleurs que les actuels contempteurs de la provocation.

Or, en termes de lutte, quelle différence existe-t-il entre un rassemblement destiné à provoquer la capitulation d'un pouvoir, comme une manifestation ouvrière, et les provocations de ce même pouvoir en vue de justifier des pressions et des répressions ultérieures, sinon le caractère « public et évident » de la première et éminemment « privé et politique » de la seconde? Chacun de ces événements fait l'histoire dans ce qu'elle a d'inéluctable et d'irréversible.

Mais revenons à cette provocation, quelque peu oubliée aujourd'hui, du 21 juin 1973.

Les faits d'abord: le 21 juin, le mouvement d'extrême droite Ordre nouveau décide d'organiser un meeting contre l'immigration sauvage dans notre pays. Le mot d'ordre est raciste. Il aurait dû être sanctionné par le gouvernement par une interdiction. Or il n'en est rien et, au contraire, la police (ou du moins certains éléments) aide Ordre nouveau à préparer son rassemblement. La Ligue communiste appelle alors à une contre-manifestation, mais n'est suivie en cela ni par le PSU, qui « flaire le piège », ni par les partis de gauche, qui observent une prudente réserve, se contentant de dénoncer timidement la provocation. Ils perdront cette réserve six mois plus tard lorsque, à nouveau, l'extrême droite appellera à une manifestation contre l'immigration et pour le soutien à la junte chilienne de Pinochet. Mais les conditions seront différentes et la Ligue aura essuyé les plâtres.

C'est donc seule, le 21 juin, que la Ligue affronte les fascistes d'Ordre nouveau et une police dont les effectifs ont été « volontairement » réduits pour l'occasion. La violence qui monte rapidement surprend les forces de l'ordre désorientées par des commandements contradictoires, un approvisionnement (grenades lacrymogènes) de misère, des manœuvres mal étudiées et des informations



Cléopâtre ou Marianne ?

radio erronées (sur le nombre des manifestants notamment). Bref, tout est fait pour que les hommes de Marcellin s'affolent et pour que les affrontements soient très durs. En outre, l'aide apportée par les policiers aux membres d'Ordre nouveau est indéniable.

Le 28 juin, c'est avec l'accord du Conseil des ministres que M. Messmer dissout la Ligue communiste et, pour faire bonne mesure, Ordre nouveau.

Alors débutent des polémiques qui dureront jusqu'à la fin de l'année 1973.

Sur l'opportunité d'une telle mesure d'abord, et en l'occurrence même l'Humanité, rarement tendre avec les gauchistes, consacra plusieurs pages à « l'affaire ».

Sur la provocation ensuite, de son échec ou de sa réussite. Car qui peut dire lequel est sorti gagnant de l'affrontement du 21 juin? La Ligue est-elle tombée dans une provocation policière ou Marcellin s'est-il laissé entraîner dans une manœuvre gauchiste? La Ligue communiste a perdu un nom, mais comme l'a souligné à l'époque Thierry Pfister dans le Monde: « La dissolution d'un groupuscule peut être facilement digérée, celle d'un parti crée une crise politique. Or si la Ligue n'était pas un parti à proprement parler, elle était déjà plus qu'un groupuscule. » Cinq ans après, il s'avère que le Monde avait raison. Ordre nouveau, préparé à cette dissolution, a reparu quelques mois après sous le nom de Faire front. Ses agissements ont certes été ralentis, mais pas tant par son interdiction que par le

retentissement propre de l'affaire, qui avait mis en évidence son côté suspect.

Alors, pas de gagnant! Le grand perdant ne serait-il pas Marcellin? Une telle assertion impose une remise en cause de toutes les idées reçues sur les provocations.

« Lorsque le 10 mai 1968 nous dépavions la rue Gay-Lussac, les militants du PC hurlaient à la provocation et peut-être (certainement) des flics ont-ils charrié leur part de pavés... mais fallait-il rester chez soi? »

Certes, Marcellin, qui sentait s'attédir la « peur du rouge », n'avait-il pas trouvé de meilleur moyen pour ranimer la flamme de ses hommes que de les exposer, ce qui ne pouvait que raffermir leur solidarité sous les pierres des manifestants, mais l'action a tout de même préparé le 19 décembre. Sans interdire le meeting, le gouvernement a alors fait pression sur la Mutualité pour qu'elle revienne sur sa décision de louer sa salle à Faire front. L'interdiction ne survint que le lendemain, lorsque les fascistes décidèrent de manifester dans la rue. Cette interdiction ne put intervenir que parce que les partis de gauche et les syndicats s'étaient élevés contre l'entreprise réactionnaire et parce que les événements du 21 juin avaient mal tourné.

La seule erreur de la Ligue fut de surestimer l'indignation qu'aurait dû susciter dans les foules le rassemblement du meeting fasciste. D'ailleurs, à l'époque, à aucun moment la Ligue ne recula, regrettant seulement qu'une campagne plus importante n'ait pas eu lieu sur le caractère évident de la provocation. Encore eût-il fallu compter sur une certaine tiédeur de la presse. S'il est facile, après coup, d'analyser les « phénomènes historiques », les prévisions sûres sont en revanche impossibles. Chance pour les uns, déveine pour les autres, le résultat d'une provocation doit être souvent envisagé comme le fameux « je sais qu'il sait que je sais, alors... » des joueurs d'échec.

Manipulation ou utilisation machiavélique d'un événement, la notion même de provocation est trop instantanée, trop ponctuelle pour répondre à toutes les questions. Lame à double tranchant, c'est une arme redoutable pour les protagonistes, prouvant, s'il en est encore besoin, le caractère implacable de l'évolution historique.

Georges François

in la Rue, numéro 24 des 3^e et 4^e trimestres 1977,
édité par le groupe Louise-Michel.

projet éditorial « **letras libertarias** »

Appel à la solidarité en Argentine

IL Y A MAINTENANT quelques mois, nous avons envoyé, par courrier, à une centaine de groupes et syndicats libertaires un appel à souscription pour aider un collectif anarchiste argentin à mettre en place une petite maison d'édition. À l'heure actuelle, l'appel à souscription n'a strictement rien donné.

Un membre du SIA va se rendre en Argentine début mars. Il est prêt à convoyer les fonds nécessaires au lancement de la maison d'édition et à les remettre, en main propre, contre reçu, au collectif « Letra Libre ». Nous réitérons donc à l'ensemble du mouvement libertaire français notre appel à la solidarité financière en vue de mettre sur pied cette maison d'édition anarchiste. Il suffit que chaque groupe contacté envoie entre cinq et sept euros (ou plus) pour que la somme nécessaire soit collectée. La liste des donateurs sera publiée dans notre journal *Solidarité* dans le courant du mois de mars. Nous nous engageons également à publier en juin le reçu provenant du collectif Letra Libre. Un excédent financier éventuel par rapport aux besoins du collectif serait alors reversé à la bibliothèque anarchiste « José-Ingenieros » de Buenos Aires.

Désormais le temps presse. Dans un mois il sera trop tard pour pouvoir convoyer l'argent. Écrire des articles sur l'Argentine, c'est bien, aider concrètement les compagnons argentins à développer l'anarchisme là-bas, c'est mieux.

Présentation du groupe et du projet

À l'heure où la crise économique qui sévit en Argentine a rendu quasi impossible tout achat de littérature anarchiste à l'étranger, il est important de créer une maison d'édition libertaire capable de diffuser des textes sur l'anarchisme en général et sur la situation en Argentine en particulier, et ce à des prix abordables pour une population majoritairement paupérisée.

Le collectif Letra Libre s'est formé à La Plata (près de Buenos Aires) début 2002. Les membres du collectif sont issus de différents secteurs du militantisme (universitaire et dans les quartiers).

Ce collectif se propose de créer cette maison d'édition qui fait tant défaut et qui prendrait le nom de « Letras libertarias ». Ils disposent de contacts avec des imprimeurs, ont réfléchi aux moyens de diffusion qui s'offrent à eux et ont contacté Noam Chomsky afin d'avoir son autorisation pour publier un recueil de ses textes sur l'anarchisme. Celui-ci a donné son accord. Le seul problème maintenant, c'est l'argent. Il leur faut environ 650 euros pour financer la parution de leur premier ouvrage. L'argent provenant de la vente de celui-ci permettra de financer l'édition d'un second ouvrage et ainsi de suite.

Ce projet s'inscrit dans un climat d'effervescence sociale et de décomposition profonde dont souffre le pays dans tous les secteurs de la vie collective et privée, qui se sont exprimés à travers les manifestations populaires massives de décembre 2001. Selon l'un des jour-

naux à plus gros tirage, *Clarín*, entre janvier et juillet 2001, on compte 11 000 manifestations de protestation dans les rues des principales villes du pays. Ce contexte a donné naissance à de nombreuses associations urbaines qui cherchent à stimuler des actions collectives de défense et de résistance à la crise. Mais au-delà des manifestations concrètes de la crise, nous accordons de l'importance à sa dimension symbolique. La rupture qui s'est produite en Argentine n'est pas seulement celle du secteur financier. C'est, selon Christian Ferrer (universitaire libertaire argentin), tout l'imaginaire politique, social et public qui a explosé et qui a commencé à se manifester en plongeant la population dans un état de vulnérabilité totale. Cette sensation s'ajoute au rejet généralisé des institutions et des pratiques politiques qui constituent la légalité de l'État. Les partis politiques, les élections faussées, la corruption, sont des cibles toutes trouvées pour une population mécontente. Au niveau international, on perçoit un rejet caractérisé de l'ingérence du FMI et de la politique d'État des États-Unis envers l'Amérique latine.

Bien que nous croyions que ces perceptions ne conduisent pas obligatoirement les gens à l'anarchisme en tant qu'alternative théorique et pratique, nous savons pertinemment que nous nous trouvons en présence d'un terrain fertile au développement de ces idées, et c'est pourquoi nous pensons qu'il faut approfondir le travail de diffusion et de débat que propose notre collectif. Dans ce sens, il faut souligner que les associations nées des explosions sociales manifestent des caractéristiques d'organisation qui rappellent les conceptions libertaires, telles que la prise de décision en assemblées, par exemple.

Structure et plan d'édition

La structure organisationnelle est définie par le comité éditorial, constitué par le groupe responsable, les directeurs de chaque collection et les collaborateurs. Les compagnons qui collaborent depuis divers pays aux suggestions de matériel à publier sont également partie prenante du projet.

Concernant le plan d'édition, nous débiterons avec deux livres sur lesquels nous sommes en train de travailler, chacun d'entre eux inaugurant une collection. Le premier sera une compilation de textes, de conférences et d'entrevues de Noam Chomsky sur l'anarchisme. Il s'adresse à un large public qui n'a pas forcément eu accès à une bibliographie de l'anarchisme. Le second titre correspondra également à une compilation de travaux produits récemment suite aux transformations qui surviennent actuellement en Argentine, afin de rendre compte de la situation d'un point de vue libertaire.

Nous attendons vos dons (chèques à l'ordre du SIA au plus tard début mars). Faites circuler l'info. Manifestez vous!

Syndicat intercorporatif anarcho-sindicaliste de Caen
BP 257, 14013 Caen cedex. E-mail: s.ia@laposte.net

Pour nous contacter
Argentine:
Colectivo Letra Libre,
calle 65, N° 3434 (e/162 y 163)
CP 1900, Buenos Aires,
Argentina.
letralibre@yahoo.com.ar
Tel/Fax: (54) 0221 450 9459
France:
Hélène Finet
E-mail: helenefinet@yahoo.fr
Portable: 06 79 80 83 39

les anarchistes ont une arme

les bibliothèques

El Libertario

QUICONQUE s'est investi dans une lutte, qui implique un changement dans la société ou dans les mentalités, est conscient de l'importance que l'information a pour les gens, combien le fait d'accéder à différents points de vue est vital. Les centres d'information de sensibilité libertaire, dont l'ouverture et la persistance est une constante du mouvement anarchiste, ont un rôle clair avec la réappropriation du passé, mais aussi ont été – et sont – des centres vivants, qui éditent des ouvrages et collectent la littérature actuelle qui circule seulement par des canaux alternatifs, en plus de permettre à ceux qui en ont besoin l'accès à l'information électronique. C'est ainsi qu'ils jouent le rôle d'espaces de rencontre et de socialisation, qu'ils sont gérés et se maintiennent par le travail et des apports volontaires.

À la fin du XIX^e siècle, en pleine expansion de la pensée libertaire, les syndicats et les fédérations anarchistes ont mis beaucoup de forces dans la création d'athénées et de bibliothèques. Malgré la précarité des moyens et le taux élevé d'analphabétisme, ils arrivèrent à regrouper des dizaines de milliers d'ouvriers autour de ces maisons de la connaissance libre. L'édition et la diffusion de matériels, entre autres, furent une activité fondamentale pour eux, ce qui distingue les groupes anarchistes des autres, jusqu'à présent. Fréquemment, la lecture collective ou publique était le moyen le mieux adapté pour diffuser l'idée anarchiste. Aujourd'hui, s'adaptant à son temps, le mouvement acrate a développé des salles alternatives de lecture appelées infoshop, continuant ainsi la tradition du travail bénévole et de l'autofinancement, et mettant à disposition des intéressés la littérature radicale, les revues ou les fanzines édités par les groupes de diverses villes ou pays, utilisant l'Internet comme outil. Dans le même temps, ils tissent des réseaux de solidarité et de travail commun.

Cette vocation formatrice et autodidacte, qui passait forcément par la mise en pratique d'une nouvelle pédagogie, fut obtenue il y a cent ans alors que les groupes anarchistes se lançaient dans des sujets qui sont devenus essentiels pour la connaissance d'aujourd'hui (écologie, sexualité, médecine alternative, etc.). Au début du siècle passé, les anarchistes se sont distingués par leur grande capacité d'anticipation, ce qui a

suscité le respect et l'admiration de leurs adversaires. Leurs théories trouvaient de l'écho dans les athénées ouvrières et dans leurs bibliothèques, où il n'était pas seulement possible de trouver des textes libertaires, mais aussi des ouvrages de connaissance générale. La diversité et ses contrastes permettaient à chacun de prendre consciemment ses propres décisions dans son voyage personnel vers le savoir.

Le mouvement anarchiste, depuis toujours, a eu avec les bibliothèques un outil pour la formation et la diffusion des idées. L'enseignement continu et l'autofinancement sont des secteurs où les libertaires ont démontré que la création de bibliothèques est un élément indispensable pour toute transformation de la société. Sans ressources, avec le travail bénévole et en commun, l'impression de livres et leur gestion en bibliothèques a été et reste un exemple réel de ce que la société n'a pas voulu encourager sous prétexte d'utopie.

Bibliothèques représentatives du mouvement libertaire ibérique et d'Amérique latine

Biblioteca Social Reconstruir (Mexique)

Au début de la décennie 1980, Ricardo Mestre édite des livres et des revues de contenu libertaire. Dans son bureau, il rassemble des collections d'autres publications et, dix ans plus tard, le bureau se transforme en une bibliothèque ouverte au public deux jours par semaine. La Biblioteca Social Reconstruir compte deux sections, l'une anarchiste et l'autre générale. La collection libertaire est très précieuse; on découvre là des livres aujourd'hui difficilement trouvables, par exemple les premières éditions de Ricardo Flores Magón, ou les premières éditions de Proudhon ou d'Élisée Reclus. La bibliothèque comporte 530 publications périodiques et 600 volumes de textes anarchistes. Après la mort de Ricardo Mestre, la BSR est maintenue par le mouvement anarchopunk de la

El Libertario est le journal
du CRA-AIT (Venezuela)
Traduction: Relations inter-
nationales FA

capitale, spécialement par le collectif auquel appartiennent Héctor Hernández et Marta García qui organisent des concerts et vendent des fanzines pour pouvoir faire face aux coûts occasionnés pour la survie du lieu.

Biblioteca Social Reconstruir Morelos nro. 45, despacho 206, Ciudad de México.
libertad@mail.internet.com.mx

Biblioteca Popular José-Ingenieros (Argentine)

Après la dictature de Urriburu, Agustín Justo se trouva au pouvoir en Argentine et continua la répression contre le mouvement ouvrier en général et, notamment, contre les anarchistes. Le 1^{er} juillet 1935, des militants anarchistes et socialistes décident de fonder une bibliothèque dont le premier local fut un petit garage situé avenue Juan de Garay, à Buenos Aires.

Au fil des années, elle se fixa dans son local actuel, rue Juan Ramírez de Velasco, où les socialistes arrêtaient de venir. Les premiers promoteurs se comptaient dans les rangs de la Fédération ouvrière de la chaussure, adhérente à la Fora, le syndicat anarchiste argentin, et parmi les éditeurs du journal *La Protesta*. La bibliothèque souffrit d'innombrables tracasseries et de fermetures, mais les militants ont persévéré dans leur effort pour maintenir les portes ouvertes.

Biblioteca Popular José-Ingenieros,
Juan Ramírez de Velasco, 958, 1414 Buenos Aires

Biblioteca-Archivo de Estudios Libertarios BAEL (Argentine)

La BAEL est tenue par la Fédération libertaire argentine (section de l'Ifa), dont les origines remontent aux années cinquante quand la Fédération anarcho-communiste argentine changea de nom. Au siège de la Fédération s'est accumulée pendant des décennies une grande quantité de publications et de livres en relation avec le mouvement anarchiste, tant d'Argentine que d'autres pays.

Dans ses collections, on remarque des revues ou des publications périodiques, quelques-unes célèbres comme *la Revue blanche*, *les Temps nouveaux*, *la Protesta* et l'organe de la FLA, *El Libertario* de Buenos Aires.

Biblioteca-Archivo de Estudios Libertarios,
Brasil 1551, 1159 Buenos Aires

Centro Cultural Biblioteca y Archivo Luce-Fabbri (Uruguay)

Des compagnons uruguayens ont récemment baptisé le centre d'archives en développement du Grupo de Estudios y Acción Libertaria et de la revue *Option libertaire* du nom de la compagne Luce Fabbri, décédée il y a deux ans et grande militante de la diffusion de l'anarchisme dans ce pays. Cette bibliothèque compte un important stock de livres, de journaux, d'hebdomadaires, de revues et de correspondance collectés durant des années.

Centro Cultural Biblioteca y Archivo Luce-Fabbri,
Casilla de Correos 141, Montevideo

Fundación Anselmo-Lorenzo (Madrid)

Anselmo Lorenzo fut l'auteur du *Prolétariat militant*, livre de proue de l'anarchosindicalisme espagnol. Le fonds bibliographique du centre de documentation qui porte son nom dépasse les 10 000 titres et compte 2 500 publications libertaires, dont un grand nombre date d'avant 1940. La FAL compte une intéressante vidéothèque, formée à partir de diverses sources, dont le matériel déposé par le Syndicat des spectacles publics de la CNT. Il faut souligner l'édition de divers livres, dont les titres dépassent la cinquantaine, regroupés dans diverses collections; ainsi que la distribution de nombreux livres de thématique anarchiste publiés par d'autres éditeurs.

Fundación Anselmo-Lorenzo,
Paseo Alberto Palacios 2, 28021 Madrid

Centro de Documentación Histórico-Social, Ateneu Enciclopèdic Popular (Barcelone)

La fondation du CDH-S date de 1977 sur décision de militants libertaires qui se réunissaient périodiquement à la pizzeria La Rivolta de la rue Hospital de Barcelone. En 1989, ils décident de récupérer l'Athénée encyclopédique populaire (dont l'idée remonte à 1902) avec pour objectif d'aider les classes sociales les plus défavorisées de la société.

Actuellement, ils disposent d'un patrimoine de 23 000 livres et de 7 000 titres de presse. L'Athénée se consacre à la réalisation d'activités culturelles et à l'organisation d'expositions thématiques, de conférences, de débats, de soirées, excursions et récitals de poésie.

Centro de Documentación Histórico-Social,
Ateneu Enciclopèdic Popular, Passeig de Sant Joan,
26 1r-1, 08010 Barcelona

Centro Social Libertario (Venezuela)

Le journal *El Libertario* encourage les militants, hommes et femmes, les groupes musicaux, les étudiants et les ouvriers à maintenir l'effort pour faire vivre ces centres de la connaissance libre, à continuer la lutte pour élever notre niveau culturel et politique, pour nous et nos égaux.

Tous ces lieux se maintiennent par l'apport volontaire, sans aucun type de subsides d'État ou privés, ce qui fait que tout type de contribution sera la bienvenue.

Des compagnons vénézuéliens ont constitué le Centre d'études sociales libertaires, dont l'objectif premier – entre autres – est l'ouverture d'un centre de documentation. Ils comptent déjà avec un fonds de plus de 1 000 livres et 2 500 publications périodiques de différents pays.

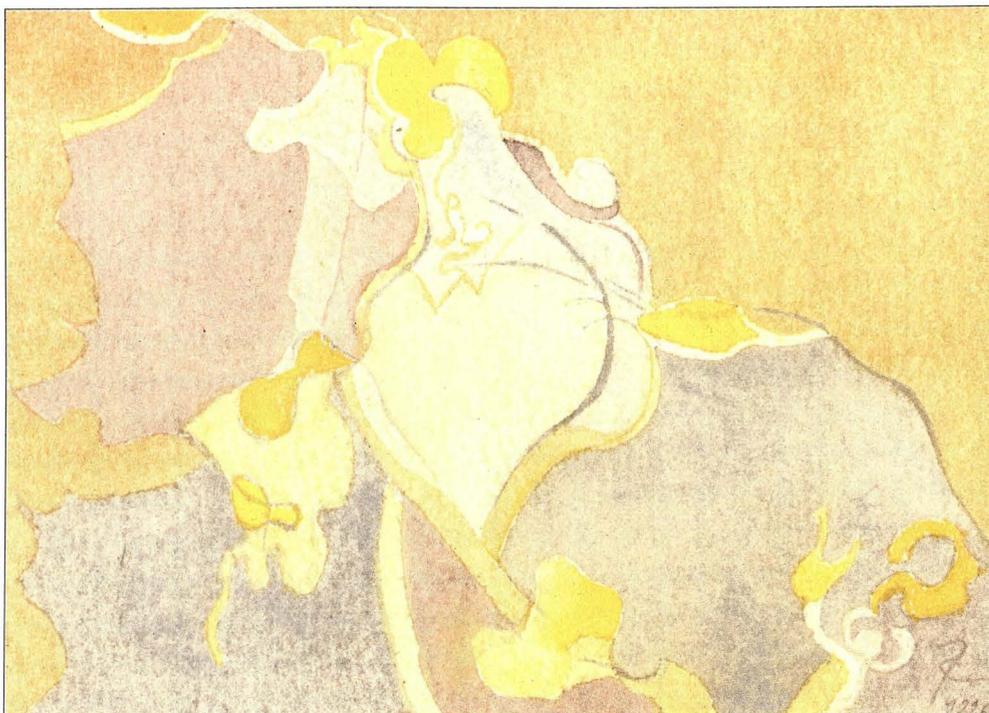
Ils réalisent à présent des activités pour collecter les fonds indispensables pour le loyer d'un lieu et les contacts nécessaires pour augmenter leurs archives. Tout apport économique ou don de livres sera apprécié: compte bancaire Cuenta de ahorros 277-88161-C de la Banco Provincial au nom de Luis Silva; apartado postal, 49110 Colinas de Bello Monte, Caracas.

centrosociallibertario@yahoo.com

Et à Paris ?

Bibliothèque La Rue,
10, rue Robert-Planquette,
Paris 18^e
(M^o Blanche ou Abbesses).
Ouvert le samedi de
15 h 30 à 18 heures.

Avez-vous lu Maurice Cury ?



Paul Cendron, *Cœur de fleur*

ON PEUT DIRE de Maurice Cury qu'il a embrassé quasiment toutes les disciplines littéraires. Le roman, bien sûr: quinze titres, dont je me plais à signaler l'un des derniers, et pour moi le meilleur, *la Quête du vent*¹. La nouvelle (*l'Éternel féminin*²), les essais, qui font de lui l'homme du combat et de la contestation que ce soit sur le plan politique (*le Libéralisme totalitaire*²) ou sur le plan littéraire (*Littérature et prêt-à-porter*²). Mais il est aussi auteur dramatique (quatre pièces de théâtre qui attendent leur metteur en scène), scénariste d'environ vingt films de cinéma et de télévision (son roman *Sur la route de Salina* a été adapté au théâtre, et au cinéma par Georges Lautner, avec Rita Haiworth). Par ailleurs auteur d'une quarantaine de pièces radiophoniques, « Maurice le réfractaire », ainsi que le nomme Jean L'Anselme, n'a cessé de manifester sa révolte contre un monde tel qu'il est, sans jamais abandonner la conviction et l'espoir de ce qu'il devrait être, de ce qu'il sera.

On ne s'étonnera pas que ce rebelle, réglant ses comptes aux médias obsédés par un audimat qui se gonfle à l'échelle de la médiocrité (ce que d'aucuns – journalistes et intellectuels – qualifiaient il n'y a pas si longtemps de télé-poubelle et dont ils font aujourd'hui leurs choux gras), et à l'édition: « Les éditeurs ne sont plus des artisans indépendants tel Poulet-Malassis publiant Baudelaire ou Gallimard fondant la NRF. « Les éditeurs dépendent désormais des banques, de groupes financiers. Leurs problèmes sont la vente immédiate, la rotation rapide des stocks. Selon la sainte loi du profit, ils préfèrent publier Rika Zará que René Char. » On ne s'étonnera donc point, après de telles déclarations, de ne pas trouver les livres de Maurice Cury à l'étal de la FNAC ou sur la liste des « livres stars » du Nouvel Obs (au seul critère de leur tirage).

On ne s'étonnera pas non plus que ce demi-siècle d'écriture quasiment professionnelle

ne se sépara jamais de celle du poème, qu'elle en est même le terreau essentiel, le révélateur indispensable d'une image enfin visible de l'homme d'aujourd'hui-toujours. L'homme-caméléon. Pour ma part, un écrivain d'aujourd'hui qui ignore la poésie d'aujourd'hui ne saurait être un homme de parole. Maurice Cury est un homme de parole, qui fut toujours lecteur attentif et passionné de ses frères en poésie, dont il fut le critique sensible et le délicat découvreur dans la marge de revues souvent aussi généreuses qu'éphémères.

Comme il ne saurait exister de « poète professionnel », c'est après l'avoir situé en tant qu'écrivain que je signale donc la parution de *Poésie complète*¹ de Maurice Cury: un demi-siècle de poésie, une vingtaine de recueils devenus introuvables et enfin rassemblés. Toute une vie! Car jamais il n'abandonna le poème, comme si, nécessairement, il y reprenait souffle.

Les premiers vers n'ont rien de balbutiant, contrairement à l'usage. Il y va d'une espèce d'ivresse, de joyuseté, d'euphorie créatrice, dont il se sait redevable aux plus grands, à ces défricheurs et déchiffreurs du début du siècle, et dont il va jusqu'à signaler l'influence (Blaise Cendrars: *Mine d'or*). Ce sont bien plus des signes de reconnaissance que d'allégeance (comment en serait-il autrement en terre libertaire?), que ce soit envers Paul Éluard (*In memoriam*), Jacques Prévert ou même Benjamin Péret:

Modifiant la forme de l'instant
tu fermes d'un tour de clef
la caresse oublieuse des fenouils

Un marchand de carottes
allume une veilleuse
comme une grosse cerise
bien contente et pas sérieuse.

(Petits poèmes pour un enfant triste)

Un poète de dix-huit ans laissant deviner ces influences-là dans les années cinquante, c'est un poète qui a trouvé le ciel de terre où prendre racine. Devenu plus mature l'indignation, la rébellion, la révolte face à un ordre bourgeois aussi inadmissible qu'intolérable le feront quasiment ignorer aussi bien l'image que la métaphore. Maurice Cury se veut terre à terre, au sens noble du contact rugueux de la réalité, c'est donc moins le poème en prose qu'une prose poétique très particulière qui s'ouvre à son écriture, avec, pourtant et toujours, le retour naturel à un octosyllabe bien tempéré – son aire de repos –, et qu'il manie à merveille:

Ah! la splendeur enchanteresse
Des corps chauds dans l'ombre tenus
Ondoyants aimables et nus
L'éternité de vos caresses

Au cœur d'une prose poétique que réclame un trop-plein de révolte, l'empreinte d'Apollinaire reste indélébile. C'est que la poésie ne saurait s'inscrire que dans une langue simple nourrie de toutes les passions, hors de toute emphase, de toute déclamation. En secret, Maurice Cury vous confiera que cette langue-là, c'est celle de Racine. Entre classique et baroque, l'écriture d'André Breton elle-même serait-elle sans rappeler les périodes d'un Bossuet? De la poésie, en tout cas, il affirmait: « Cela ne se crie pas sur les toits. » Une évidence pour Maurice Cury, qui ne la confond pas avec la « littérature. »

Claude Kottelanne

1. Le Nouvel Athanor.

2. E.C. Éditions.



Drancy

Manifestation à 14 heures, départ des quatre routes de Drancy, à l'appel des mal-logés et du collectif de soutien pour le relogement de dizaines de famille et le droit d'usage à un logement décent.

Samedi 8 mars

Paris 18^e

La Rue organise une rencontre-débat *Le rôle de l'écrivain aujourd'hui* avec Thierry Maricourt à 16 heures à la Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Samedi 15 mars

Paris 11^e

Forum-débat avec Stéphane Courtois, auteur du *Livre noir du communisme* qui présente *Du passé faisons table rase, histoire et mémoire du communisme en Europe* à 16h30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Rouen

Conférence *Jules Verne et l'anarchisme* par Aurélien Dauguet à 15 heures à la librairie l'Insoumise.

Un groupe FA en Vendée et en Maine-et-Loire vient de se créer.
Contact:
ACLN,
BP 60 221,
44002 Nantes
Cedex1.

Dimanche 23 février

Bruxelles

Festival des résistances au centre fermé 127 bis. Rendez-vous à 13 heures gare du Midi (Bruxelles); à 14 heures, rassemblement place du village de Nossegem; à 15 heures, départ de la manifestation vers le 127 bis. Le Festival des résistances est organisé par le Collectif de résistance aux expulsions et aux centres fermés dans le cadre de la Clic (Coordination pour la liberté d'installation et de circulation).

Samedi 1^{er} mars

Marseille

Le Cira a fixé la conférence-débat sur le livre de Liliane Meffre et Carl Einstein *Itinéraires d'une pensée moderne* à 15 heures, au 3, rue Saint-Dominique.

Nîmes

Rassemblement anti-nucléaire à 15 heures devant la préfecture.

Paris

Manifestation contre la guerre, à 14 heures, place Denfert-Rochereau à l'appel de la Fédération anarchiste et de nombreuses organisations.

Toulon

Manifestation contre la guerre à 15 heures place de la Liberté.

Vendredi 21 février

Paris 20^e

Débat autour du livre d'Howard Zinn *États-Unis, une histoire populaire de 1492 à nos jours* à 20h30 à la Maroquinerie, 23, rue Boyer.

Samedi 22 février

Paris 1^{er}

Rassemblement de commémoration de la déportation du peuple tchécoslovaque à 13 heures près de Beaubourg.

Jedi 13 février

Grenoble

Projection de la deuxième partie du film de Chris Marker *Le fond de l'air est rouge* à 20 heures à l'Encre rage, 6, rue Étienne-Forest.

Samedi 15 février

Paris 13^e

L'association Souriez vous êtes filmés vous invite à une projection-débat avec présentation printemps-été de leurs tenues de camouflage à 20 heures au cinéma le Barbizon, 141, rue de Tolbiac.

Vendredi 14 février

Besançon

Le groupe Proudhon de la FA organise une conférence sur le thème de *La politique carcérale aujourd'hui, de nouvelles prisons pour quoi faire?* avec Jacques Lesage de La Haye, militant FA et auteur de nombreux ouvrages sur le même thème à 20h30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Grenoble

Soirée moules-frites-coinche à 19h30 à l'Encre rage, 6, rue Étienne-Forest. Sept euros sous réservation.

Samedi 15 février

Grenoble

Buffet-concert avec Troika (rock alterno) à 20 heures à l'Encre rage, 6, rue Étienne-Forest. Prix: six euros.

Lyon

Manifestation contre la guerre à 14h30 place Bellecour.

Nantes

La commission antiprohibition FA et le Circ organisent un repas de soutien et une fête cannabique à l'Atelier, 17, rue Bellamy. Deux euros l'assiette. Un débat autour du cannabis aura lieu le 14 février

Nîmes

Manifestation contre la guerre à 14h30 place de la Maison-Carrée. Un cortège libertaire est prévu.

Radio libertaire

Vendredi 14 février

Enjoy polar: à 12 heures, Michel Embareck avec *Accusé, couchez-vous!*

Vendredi 14 février

La mémoire sociale: à 21 heures, L'Église catholique sous Vichy.

Samedi 15 février

Chroniques syndicales: à 11h30, dans le monde une classe en lutte: la Mauritanie.

Chroniques rebelles: à 13h30, la Kabylie, le mutisme des médias? avec Ferhat et Masin Ferkal.

Mardi 18 février

Parole d'associations: à 19h30, avec l'association Montgolfière qui aide les demandeurs d'asile. Seront présentes Tatiana Morozov et Isabelle Martin.

Mercredi 19 février

Blues en liberté: à 10h30, Sleepy John Estes, Memphis et autour.

Femmes libres: à 18h30, Hélène Marquié présente les activités de l'association La Meute contre le sexisme dans la publicité; actions passées, actions en cours, objectifs, etc.

Samedi 22 février

Chroniques syndicales: à 11h30, les sans-logis.

Chroniques rebelles: à 13h30, *Dans cinq ans, il n'y a plus de coran avec Luiza Toscano* (Paris-Méditerranée).

Mercredi 26 février

Blues en liberté: à 10h30, nouveautés et réédition.

Samedi 1^{er} mars

Chroniques syndicales: à 11h30, le commerce des livres, comment lirons-nous demain?

89,4 MHz
en région parisienne

Les États, la misère,
le racisme, les ventes
d'armes favorisent
les guerres et ceux
qui en profitent!

FÉDÉRATION
ANARCHISTE
145, RUE AMELOT, 75011 PARIS
federation-anarchiste.org



**CONTRE LES ARMÉES
ET LE NATIONALISME:
AGIR, DÉSOBÉIR!**

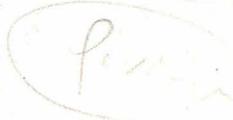
Dernière minute

Des sans-papiers occupent un gymnase parisien

Le 8 février, la manifestation des sans-papiers qui devait normalement finir à Nation a été détournée pour aller occuper le gymnase Japy (métro Voltaire). Une centaine de personnes se trouvaient à l'intérieur (dont plusieurs anarchistes). Selon leurs dires, cela c'est bien passé. Nous étions également une cinquantaine de personnes à l'extérieur. Les mobiles bloquaient l'accès, mais aucun événement n'a eu lieu durant notre attente dans le froid. Le lendemain dimanche, les sans-papiers s'y trouvaient encore...

Toujours à Paris, solidarité avec NoBorder

Les lecteurs du *Monde libertaire* sont au fait de ce qui s'est passé pendant le campement estival NoBorder à Strasbourg. Les dix-sept inculpés passaient en jugement le 6 février, le verdict sera rendu le 27 mars. Aussi, dimanche 9 février, malgré le froid, une dizaine de personnes de la FA se sont retrouvées sur le marché de la rue des Pyrénées. Nous avons apporté avec nous un panneau antisécuritaire, des affichettes se moquant des lois sécuritaires ainsi que d'autres recensant les bavures depuis que Sarkozy est ministre de l'Intérieur. Nous avons distribué 300 tracts présentant les NoBorder, et scandé quelques slogans. Nous ne nous laisserons pas terroriser! Maintenons la pression jusqu'au 27 mars.



Le Moko

Forum Léo-Ferré

11, rue Barbès, 94200 Ivry 01 46 72 64 68
Du jeudi 20 au samedi 22 février,

Joël Favreau
chante Brassens.

Ouverture des portes à 19 heures,
spectacle à 20h30.
Entrée 13 euros avec une consommation.

La guerre arrive,
la FA s'y prépare...

L'affiche fédérale antimilitariste est toujours disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e (7,5 euros les 50)

Occupation d'une caserne

LE COLLECTIF LYCÉEN contre la guerre en Irak a occupé mercredi 5 février un bâtiment militaire, le centre de recrutement de l'armée de terre sis à Reuilly-Diderot, à Paris. Visiblement totalement pris au dépourvu, les militaires n'ont pu empêcher l'entrée des lycéens dans le bâtiment peu après 14 heures.

Une fois à l'intérieur ils ont rappelé qu'ils avaient, 15 jours auparavant, envoyé une lettre au ministère de la Défense pour demander à être reçus en délégation. Ils ont conclu leurs message par une demande de réception immédiate, ajoutant qu'ils ne quitteraient le lieu qu'une fois leur requête acceptée.

Vers 16h40, les CRS ont évacué les lieux manu militari (pas d'emploi de gaz ou de matraque, mais des étranglements appuyés, membres tordus, doigts dans l'œil ou dans la bouche, plaquage au sol, tout cela indistinctement sur les membres féminins ou masculins du groupe). Cette violence est d'autant moins acceptable qu'il s'agissait là en majorité de lycéens (pour la majeure partie d'entre eux mineurs) non violents en paroles comme en actes. Une fois dehors ils ont été conduits en deux groupes séparés dans deux commissariats où après les vérifications d'usage ils furent libérés chacun à leur tour, à l'exception des mineurs, qui durent attendre leurs parents.

Il paraît que l'un des (ir)responsables militaires présents dans le bâtiment va porter plainte pour l'occupation, selon un des flics du commissariat central du XII^e arrondissement.

Source: lille.indymedia.org

Expo photo

De la fête du PSU en 1972 jusqu'aux 10 ans de Radio libertaire, en 1991 au Palais des sports, en passant par l'inoubliable gala de soutien à notre station, à l'Espace Balard en 1984, Marcel Lannoy a photographié Léo Ferré en scène. Une cinquantaine de ces photos seront exposées au Forum Léo-Ferré, les soirs de spectacle, à partir du jeudi 20 février, et hors spectacles le samedi 22 février de 15 heures à 18 heures.

Contre les saigneurs du G8

LE G8 SE DÉROULERA les 1^{er}, 2, et 3 juin 2003 à Évian. Il regroupe les gouvernements des huit pays les plus riches et industrialisés du monde, il impose un ordre mondial au profit d'une minorité richissime et au détriment d'une immense majorité d'individus asservis et opprimés. Nous pensons qu'il doit exister entre les êtres humains des rapports autres que marchands, de domination, d'aliénation ou d'exploitation.

La pollution, les gâchis des ressources naturelles, les écarts de richesses sont de plus en plus catastrophiques. La globalisation se traduit par une dégradation des conditions de vie, de travail et par un contrôle social renforcé. Le patronat, avec le soutien des États, prend l'offensive: destruction des services publics, régression du droit du travail, précarisation, flexibilité, licenciements, casse des acquis sociaux (sécurité sociale, retraites, etc.).

Ce système capitaliste ne peut pas être réformé, car il conduit inéluctablement à ces effets. La rupture avec le capitalisme est à nos yeux la seule voie possible pour empêcher une catastrophe économique humaine et écologique.

Le capitalisme c'est la guerre

La guerre est un état permanent de la société, presque tous les domaines de la vie sociale sont soumis à la logique de la militarisation. Les lobbies militaro-industriels se servent du prétexte du terrorisme pour intensifier la guerre mondiale contre les pauvres, les exploités et toute forme de résistance à l'ordre capitaliste. Ils sont un des principaux moteurs de ce système. Si nous voulons stopper la machine de guerre il faut nommer, bloquer et attaquer ses responsables, ses logiques et ses structures.

Au service des États et des capitalistes, l'armée réprime les luttes sociales et impose un ordre mondial qui opprime les peuples (Chine, Argentine, Algérie, Tchétchénie, Irak, etc.). La militarisation et la marchandisation de la société et des individus induit des rapports entre les personnes marqués par les inégalités, l'entrave des libertés fondamentales et l'oppression

patriarcale. Les logiques capitalistes provoquent, en particulier, une globalisation et une régression de la situation des femmes dans le monde comme la précarisation massive, la marchandisation des corps ou la perte d'autonomie. Le fait de circuler dans notre monde est réservé à celles et à ceux qui en ont les moyens.

Bien sûr pour les gens du Sud, les forteresses du Nord (Europe ou États-Unis) ont des barrières à franchir quels qu'en soient les coûts humains: morts, racisme, discrimination, etc. Ceux et celles qui arrivent à franchir les frontières, qui divisent les exploité(e)s et sont l'expression des nationalismes, vont devenir de la main d'œuvre surexploitée au plus grand bénéfice du patronat et des mafias (en particulier pour les personnes qui se prostituent). Mais dans les pays du Nord, la mobilité est aussi réservée à celles et à ceux qui peuvent payer.

Autogestion, action et démocratie directes contre les États et le capital

Faire entendre notre voix nous paraît d'autant plus nécessaire que, à la différence de beaucoup, nous remettons en question non seulement les effets mais aussi les causes de la globalisation: le capitalisme, ainsi que l'étatisme et le parlementarisme qui enferme les populations sous une tutelle les empêchant de disposer d'elles-mêmes, les asservissant à travers le salariat, la police et la magistrature, mais aussi en favorisant toutes les formes d'aliénation, religieuses, sexistes, racistes ou homophobes.

À un niveau jamais connu durant ces dernières années, se développent des expériences d'auto-organisation et d'action directe, de refus de plus en plus lucide et conscient de la délégation de pouvoir et des voies étatiques ou institutionnelles du changement social.

Nous pensons que ces mouvements peuvent converger sur ces trois éléments fondamentaux: le refus de la délégation de pouvoir et notamment de la voie étatique du changement social; l'auto-organisation et l'autonomie du mouvement-social sur des bases antiautoritaires; l'action directe révolutionnaire et la désobéissance sociale.

En effet, la lutte des classes n'est pas morte! Seule la lutte collective, dans nos lieux de travail et de vie, peut permettre la construction d'une force d'opposition réelle à l'offensive capitaliste.

Convergence des luttes antiautoritaires et anticapitalistes (CLAAAC) G8



Les organisations signataires s'engagent à tout mettre en œuvre pour participer à la campagne anti-G8, aux collectifs et initiatives locales et régionales, au village alternatif, anticapitaliste et anti-guerre (VAAAG) ainsi qu'à la participation au cortège noir et rouge dans les manifestations de masse, à l'initiative « feu au lac » et à une initiative pour l'ouverture des frontières, le tout dans le cadre et les orientations du texte ci-dessus.

Premières organisations signataires: Alternative libertaire, Fédération anarchiste, Organisation communiste libertaire, Organisation socialiste libertaire, Réseau No pasaran, Syndicats CNT (interco 73, 42, 69)

Contact: CLAAAC G8, c/o La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon. mail: claaacg8@claaacg8.org, <http://www.claaacg8.org>.